

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 145  
N° 22

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 30  
no Me 1996

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES PROMULGUES

Pages

Décret n° 96-263 du 27 mars 1996 fixant la composition des tribunaux de première instance, des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte. (Arrêté de promulgation n° 389 DRCL du 17 mai 1996) ..... 827

Décret n° 96-319 du 10 avril 1996 relatif à la définition des espaces aériens dans lesquels sont assurés des services de la circulation aérienne. (Arrêté de promulgation n° 389 DRCL du 17 mai 1996) ..... 828

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêtés n° 342 et n° 343 SATP du 3 mai 1996 portant création de commissions administratives paritaires compétentes à l'égard du corps de maîtrise et d'application et du corps de commandement et d'encadrement de la police du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ..... 829

Arrêté n° 151 DAF du 15 mai 1996 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ..... 830

Arrêté n° 23 IDV du 17 mai 1996 portant convocation des électeurs de la commune associée de Pueu (commune de Taitarapu-Est), le 9 et éventuellement le 16 juin 1996 en vue de l'élection des 6 conseillers municipaux de la commune associée de Pueu ..... 837

Arrêté n° 24 IDV du 17 mai 1996 instituant une commission de propagande pour l'élection des six (6) conseillers municipaux de la commune associée de Pueu (commune de Taitarapu-Est) ..... 837

##### EXTRAITS

Arrêtés n° 369 et n° 370 SATP du 9 mai 1996 fixant respectivement aux 9 et 11 juillet 1996 la date des élections du personnel aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires du corps de maîtrise et d'application et du corps de commandement et d'encadrement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ..... 838

Arrêté n° 142 DAF/PEL du 10 mai 1996 portant affectation de M. Thierry Sicard, agent contractuel ..... 838

Arrêtés n° 155 et n° 156 DAF/PERS du 15 mai 1996 portant nomination de chefs de services : - de la communication et des relations publiques (M. Emmanuel Szejnberg-Martin) - des transmissions et du chiffre (M. Jean-Claude Avond) du haut-commissariat de la République en Polynésie française ..... 838

Arrêté n° 157 DAF/PERS du 15 mai 1996 portant nomination du chef du service technique des liaisons et communications du haut-commissariat de la République en Polynésie française et de la police nationale (M. Pierino Bassani). ..... 839

Arrêté n° 158 DAF/PERS du 15 mai 1996 portant nomination du chargé de mission auprès du secrétaire général de la Polynésie française, responsable de la cellule chargée du budget et du contrôle de gestion (M. Xavier Girard) ..	839
Arrêtés n° 159 et n° 160 DAF/PERS du 15 mai 1996 portant nomination du directeur (M. Guillaume Audebaud) et du chef du service informatique à la direction (M. Pierre-Yves Manine) de l'administration et des finances du haut-commissariat de la République en Polynésie française .....	839
Arrêtés n° 161 à n° 165 DAF/PERS du 15 mai 1996 portant nomination de chefs : - de la mission des affaires économiques et des entreprises (M. Alexis Le Miere) ; - de la mission des affaires communales, chargée du bureau des affaires financières communales (Mme Marie-Thérèse Nicolas) ; - de la mission des affaires sociales et culturelles (M. Hervé Cadou) ; - du bureau des affaires juridiques communales (M. Benoît Banzept) ; - de la mission des infrastructures, du développement et de la coopération régionale (M. Jean-Marie Marcon) à la direction de la mission d'aide financière et de coopération régionale du haut-commissariat de la République en Polynésie française ...	839
Arrêtés n° 167 à n° 169 DAF/PERS du 15 mai 1996 portant nomination : - du chef du bureau voirie, réseaux divers et patrimoine (M. Bernard Bru) ; - de l'adjoint au directeur de l'assistance technique, chargé de la mission du suivi administratif et financier des opérations (M. Louis Pau) ; - du chef du bureau eau potable, assainissement (M. Jean-Yvon Dafniet) à la direction de l'assistance technique du haut-commissariat de la République en Polynésie française .....	839

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 471 CM du 14 mai 1996 organisant le placement de la trésorerie du territoire .....	839
Arrêté n° 473 CM du 14 mai 1996 portant réorganisation du comité de l'aménagement du territoire .....	840
Arrêté n° 512 CM du 15 mai 1996 portant cessation de fonctions de M. Paul Martin en qualité de directeur de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé et nomination de Mme Eliane Chungue en qualité de directrice de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé .....	841
Arrêté n° 518 CM du 15 mai 1996 portant réorganisation et attributions du service de la délégation à l'environnement ..	841
Arrêté n° 519 CM du 15 mai 1996 complétant l'arrêté n° 1377 CM du 21 décembre 1995 fixant la liste des fêtes légales et jours fériés applicable aux agents en fonctions dans les services et établissements publics du territoire .....	843

### EXTRAITS

Arrêté n° 474 CM du 14 mai 1996 modifiant les dispositions des arrêtés n° 63 CM du 19 janvier 1990 et n° 932 CM du 30 août 1991 en ce qu'elles concernent Mme Tekahu Numariki Rua, épouse Doucet, à Raroia, commune de Makemo .....	843
Arrêté n° 475 CM du 14 mai 1996 modifiant les dispositions de l'arrêté n° 1327 CM du 13 décembre 1995 en ce qu'elles concernent M. Bruno Tehei Faatoa à Takume, commune de Makemo .....	844
Arrêté n° 476 CM du 14 mai 1996 autorisant l'occupation temporaire de cinq emplacements du domaine public maritime sis à Haapili et Opunohu, commune de Moorea-Maiao, au profit de la S.A. Industrie et tourisme sous-marin (S.A. I.T.S.) .....	844
Arrêté n° 477 CM du 14 mai 1996 autorisant le transfert au profit de l'E.U.R.L. Tinorua et Cie de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public routier accordée à M. Edgar Tinorua .....	844
Arrêté n° 478 CM du 14 mai 1996 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de M. Punua Frédéric Tamaehu .....	844
Arrêté n° 479 CM du 14 mai 1996 rendant exécutoire la délibération n° 2-96 EFAM du 25 mars 1996 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1995 .....	845
Arrêtés n° 480 et n° 481 CM du 14 mai 1996 portant approbation de délibérations, dont une à caractère budgétaire, du conseil d'administration de l'école de formation et d'apprentissage maritime .....	845
Arrêté n° 505 CM du 14 mai 1996 portant affectation au profit de la commune de Bora Bora d'une parcelle de terre domaniale dépendant de la terre Namaha sise à Nunue .....	845
Arrêté n° 508 CM du 15 mai 1996 approuvant la décision modificative n° 1 du budget de l'Office territorial de l'habitat social pour l'exercice 1996 .....	845

Arrêté n° 509 CM du 15 mai 1996 portant approbation de l'avenant n° 2 au contrat de développement .....	845
Arrêté n° 510 CM du 15 mai 1996 rendant exécutoires les délibérations n° 95-21 à n° 95-25 adoptées lors de la séance du 15 décembre 1995 du conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications .....	845
Arrêté n° 511 CM du 15 mai 1996 portant répartition des crédits de paiement de l'exercice 1996 .....	847
Arrêté n° 513 CM du 15 mai 1996 portant modification de l'arrêté n° 245 CM du 15 mars 1994 relatif aux conditions d'abattage et de préparation des animaux de boucherie et des volailles dans l'archipel des îles du Vent .....	848
Arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicable aux autorisations d'occupation temporaire de dépendances du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire .....	848
Arrêté n° 515 CM du 15 mai 1996 rectifiant l'article 2 de l'arrêté n° 358 CM du 10 avril 1996 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Alvanne Manutahi Brothers .....	848
Arrêté n° 516 CM du 15 mai 1996 complétant l'arrêté n° 416 CM du 29 avril 1996 relatif à l'affectation d'une parcelle de la zone des 50 pas à Taiohae, commune de Nuku Hiva, au profit du service de l'administration des archipels...	848
Arrêté n° 517 CM du 15 mai 1996 portant décision en matière d'octroi de permis de travail .....	848
Arrêtés n° 520 à n° 523 CM du 20 mai 1996 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 1, n° 2, n° 4 et n° 7-96 CMA du 12 avril 1996 : - adoptant le budget modificatif n° 1 pour l'exercice 1996 ; - autorisant le recrutement d'une monitrice pour une période de six (6) mois ; - fixant le montant des droits d'inscription pour l'année scolaire 1996-1997 ; - acceptant la cession gratuite au profit du Centre des métiers d'art du véhicule Renault 21.	849

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### Présidence

#### EXTRAITS

Arrêté n° 164 PR du 20 mai 1996 portant octroi de licences de navigation charter .....	849
--	-----

### Vice-présidence, ministère de la mer, du développement des archipels et des postes et télécommunications

#### EXTRAITS

Arrêté n° 2315 VP du 15 mai 1996 autorisant M. Roger Gowen à détenir des tortues marines aux fins d'aquariophilie éducative et touristique. ....	849
--	-----

### Ministère des finances et des réformes administratives

#### EXTRAITS

Arrêté n° 2311 MFR du 14 mai 1996 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association Mei'a Rio Pi représentée par son président M. Miroslav Muller .....	849
Arrêté n° 2312 MFR du 14 mai 1996 portant délégation n° 6-96 des crédits de paiement du budget 1996 .....	850

Arrêté n° 2323 MFR du 20 mai 1996 portant nomination de Mme Rose Pons, secrétaire d'administration 2e catégorie, 7e échelon, régisseur suppléant de la régie de recettes du service des affaires administratives. ....	850
--	-----

### Ministère de l'équipement, de l'énergie et des ports

#### EXTRAITS

Arrêté n° 2214 MEP du 14 mai 1996 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant la terre Hauviri-Hitinia nécessaire à l'aménagement du marae de Taputapuata sise dans l'île de Raiatea .....	850
---	-----

**Ministère de l'économie, du commerce et de l'artisanat**

Arrêté n° 2338 MEC du 20 mai 1996 convoquant les électeurs de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers. ....	850
--	-----

**Ministère de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports**

Arrêté n° 167 PR du 20 mai 1996 ordonnant l'élaboration du plan de gestion de l'espace lagunaire et en façade maritime de l'île de Moorea (commune de Moorea-Maiao). ....	850
---	-----

**EXTRAITS**

Arrêté n° 2314 MAT du 14 mai 1996 autorisant le navire Dory à desservir l'atoll de Tetiaroa lors de son voyage n° 17-96 du 29 avril 1996 pour un transport d'hydrocarbures. ....	851
Arrêté n° 2316 MAT du 15 mai 1996 - Avenant à l'arrêté n° 7078 MAT.AU du 19 décembre 1995 autorisant M. Jean-Jacques Lequerré à réaliser pour son propre compte, l'extension de trois lots du lotissement "Fortuné partie haute" sis à Punaauia sur la parcelle cadastrée n° 68, section CI. ....	851

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Décret du 29 avril 1996 portant acquisition de la nationalité française. (Extraits). (J.O.R.F. du 2 mai 1996, page 6636) .	851
Arrêté interministériel du 16 avril 1996 fixant les conditions d'établissement et de perception de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne. (J.O.R.F. du 30 avril 1996, page 6561) .....	851
Arrêté interministériel du 16 avril 1996 fixant le champ d'application et les taux unitaires de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne. (J.O.R.F. du 30 avril 1996, page 6562) .....	852
Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs du Trésor public. (J.O.R.F. du 27 avril 1996, page 6506) .....	853

**ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Service de l'urbanisme.— Certificat de conformité n° 585 MAT du 20 mai 1996 concernant la réalisation par M. Jean-Jacques Lequerré du lotissement Fortuné partie haute extension, à Punaauia .....	853
--	-----

**PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces judiciaires et légales .....	854
Annonces diverses .....	855

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES PROMULGUÉS

**ARRETE n° 389 DRCL du 17 mai 1996 portant promulgation des décrets n° 96-263 du 27 mars 1996 et n° 96-319 du 10 avril 1996.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er. — Sont promulgués en Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et tenir les textes suivants :

— Décret n° 96-263 du 27 mars 1996 fixant la composition des tribunaux de première instance, des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte, paru au J.O.R.F. du 30 mars 1996, page 4899 ;

— Décret n° 96-319 du 10 avril 1996 relatif à la définition des espaces aériens dans lesquels sont assurés des services de la circulation aérienne, paru au J.O.R.F. du 14 avril 1996, page 5803.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mai 1996.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Anne BOQUET.

**Décret n° 96-263 du 27 mars 1996 fixant la composition des tribunaux de première instance, des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte**

Le Premier ministre,  
Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de l'organisation judiciaire ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 modifiée relative à l'organisation judiciaire ;

Vu la loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 portant loi de finances pour 1996, ensemble le décret n° 95-1379 du 30 décembre 1995 portant répartition, au titre du budget de la justice, des crédits ouverts par cette loi ;

Vu le décret n° 58-1281 du 22 décembre 1958 modifié portant application de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 et relatif à l'organisation judiciaire ;

Vu le décret n° 94-1120 du 22 décembre 1994, modifié par le décret n° 95-584 du 6 mai 1995, fixant la composition des tribunaux de grande instance, de première instance, des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel et la répartition des juges du livre foncier dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — La composition des tribunaux de première instance, des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte est fixée conformément aux tableaux I et II annexés au présent décret.

Art. 2. — Dans les tribunaux de première instance où il est procédé à la suppression d'emplois en application du présent décret, les magistrats qui se trouvent en surnombre sont provisoirement placés à la suite de la juridiction pour exercer les fonctions dont ils étaient titulaires.

Art. 3. — Les dispositions relatives à la composition des juridictions des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte du décret n° 94-1120 du 22 décembre 1994, modifié par le décret n° 95-584 du 6 mai 1995, fixant la composition des tribunaux de grande instance, de première instance, des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel et la répartition des juges du livre foncier dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle sont abrogées.

Art. 4. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mars 1996.

ALAIN JUPPÉ

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
JACQUES TOUBON

**ANNEXE**  
**TABLEAU I**  
**Composition des tribunaux de première instance**  
**I. - MAGISTRATS DU SIÈGE**

SIÈGE DES TRIBUNAUX de première instance	CLASSE	PRÉSIDENT			VICE- présidents		JUGES	JUGES d'instruction	JUGES des enfants	JUGES de l'application des peines
		I.2	I.1	II	I.1	II				
Cour d'appel de Papeete Territoire de Polynésie française										
Papeete .....	2	1			3		8	2	1	
H.H. : emplois hors hiérarchie ; I.2 : emplois du premier grade, second groupe ; I.1 : emplois du premier grade, premier groupe ; II : emplois du second grade.										

**II. - MAGISTRATS DU PARQUET**

SIÈGE DES TRIBUNAUX de première instance	PROCUREURS DE LA RÉPUBLIQUE			PROCUREURS de la République adjoints	SUBSTITUTS
	I.2	I.1	II	I.1	
Cour d'appel de Papeete					
Territoire de Polynésie française					
Papeete.....	1			1	3
H.H. : emplois hors hiérarchie ; I.2 : emplois du premier grade, second groupe ; I.1 : emplois du premier grade, premier groupe ; II : second grade.					

**TABLEAU II**  
**Composition des cours d'appel et des tribunaux supérieurs d'appel**

**I. - TERRITOIRES D'OUTRE-MER**

SIÈGE des cours d'appel	CHAMBRES	PREMIERS présidents	PRÉSIDENTS de chambre	CONSEILLERS	PROCUREURS généraux	AVOCATS généraux	SUBSTITUTS généraux
Papeete.....	1	1	1	2	1		1

**Décret n° 96-319 du 10 avril 1996 relatif à la définition des espaces aériens dans lesquels sont assurés des services de la circulation aérienne**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la défense et du ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944, ratifiée le 13 novembre 1946 et publiée dans sa version authentique en langue française par le décret n° 69-1158 du 18 décembre 1969 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment les articles D. 131-1 à D. 131-10 et leurs annexes ;

Vu la lettre du 9 février 1996 par laquelle, en application de l'article 68 de la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 modifiée portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998, le ministre délégué à l'outre-mer a porté le présent projet de décret à la connaissance du haut-commissaire de la République pour la Nouvelle-Calédonie en vue de l'information du comité consultatif,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le présent décret a pour but de fixer les conditions de création, de modification et de suppression des espaces définis à l'article 2.

Art. 2. - Les espaces aériens nationaux et les espaces aériens placés sous juridiction française dans lesquels des services de la circulation aérienne sont assurés par l'administration française comprennent les régions d'information de vol et, à l'intérieur de celles-ci :

- les espaces aériens contrôlés ;
- les zones réglementées ;
- les zones dangereuses,

tels que définis aux annexes des articles D. 131-1 à D. 131-10 du code de l'aviation civile.

Art. 3. - Après avis conforme du directoire de l'espace aérien, la création, la modification ou la suppression des espaces cités à l'article 2 ci-dessus fait l'objet d'un arrêté conjoint du ministre chargé des armées et du ministre chargé de l'aviation civile, publié au *Journal officiel* de la République française.

**Art. 4.** — L'arrêté cité à l'article 3 ci-dessus précise la catégorie de l'espace aérien créé, modifié ou supprimé et, dans les cas de création ou de modification, fixe la classe et définit les limites géographiques latérales et verticales de cet espace.

L'arrêté peut également comporter des dispositions relatives à l'utilisation de l'espace aérien concerné pendant des périodes définies.

**Art. 5.** — La création ou la modification, à titre temporaire, des espaces aériens cités à l'article 2 ci-dessus fait l'objet d'une décision du ministre chargé des armées ou du ministre chargé de l'aviation civile selon que le gestionnaire de l'espace aérien relève de l'une ou de l'autre autorité, après avis des services compétents des deux ministres.

**Art. 6.** — La décision citée à l'article 5 ci-dessus précise la catégorie et, le cas échéant, la classe de l'espace aérien créé ou modifié à titre temporaire, définit les limites géographiques latérales et verticales de cet espace et fixe la durée de validité de la mesure prise.

**Art. 7.** — Chaque création, modification ou suppression est portée à la connaissance des usagers par la voie de l'information aéronautique.

**Art. 8.** — Les conditions dans lesquelles des services de la circulation aérienne, tels qu'ils sont définis dans les annexes II et III des articles D. 131-1 à D. 131-10 du code de l'aviation civile, peuvent être rendus à la circulation aérienne générale ou à la circulation aérienne militaire au sein des espaces cités à l'article 2 sont précisées par des textes particuliers propres à chaque administration.

Elles peuvent également être précisées par des arrêtés conjoints, conformément aux dispositions de l'article D. 131-9 du code de l'aviation civile.

**Art. 9.** — Le présent décret est applicable aux territoires d'outre-mer, à la collectivité territoriale de Mayotte et aux Etats où des services de la circulation aérienne sont assurés en tout ou partie par l'administration française.

**Art. 10.** — L'arrêté du 19 mars 1993 du délégué à l'espace aérien relatif à la définition des espaces aériens dans lesquels sont assurés des services de la circulation aérienne est abrogé.

**Art. 11.** — Le ministre de la défense, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme et le ministre délégué à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 10 avril 1996.

ALAIN JUPPÉ

Par le Premier ministre :

Le ministre de la défense,  
CHARLES MILLON

Le ministre de l'équipement, du logement,  
des transports et du tourisme,  
BERNARD PONS

Le ministre délégué à l'outre-mer,  
JEAN-JACQUES DE PERETTI

## ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° 342 SATP du 3 mai 1996 portant création de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de la police du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966, et notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-657 du 9 mai 1995 portant statut particulier du corps de maîtrise et d'application de la police nationale ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

**Article 1er.** — Il est institué auprès du secrétaire général de la Polynésie française, une commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires du corps de maîtrise et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

**Art. 2.** — Les conditions de fonctionnement et les attributions de cette commission sont celles fixées par le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié susvisé, sauf dérogation résultant du décret n° 95-654 du 9 mai 1995 susvisé.

**Art. 3.** — La représentation du personnel à la commission prévue par le présent arrêté est composée comme suit :

Grades représentés	Nombre de représentants			
	du personnel		de l'administration	
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
Brigadier-major de police	0	0		
Brigadier de police	2	2	4	4
Gardien de la paix	2	2		

**Art. 4.** — Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef du service administratif et technique de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel de la Polynésie française*.

Fait à Papeete, le 3 mai 1996.  
Paul RONCIERE.

**ARRETE n° 343 SATP du 3 mai 1996 portant création de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement et d'encadrement de la police du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966, et notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-656 du 9 mai 1995 portant statut particulier du corps de commandement et d'encadrement de la police nationale ;

Sur la proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué auprès du secrétaire général de la Polynésie française, une commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires du corps de commandement et d'encadrement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Art. 2.— Les conditions de fonctionnement et les attributions de cette commission sont celles fixées par le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié susvisé, sauf dérogation résultant du décret n° 95-654 du 9 mai 1995 susvisé.

Art. 3.— La représentation du personnel à la commission prévue par le présent arrêté est composée comme suit :

Grades représentés	Nombre de représentants			
	du personnel		de l'administration	
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
Commandant de police	0	0		
Capitaine de police	1	1	2	2
Lieutenant de police	1	1		

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef du service administratif et technique de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mai 1996.  
Paul RONCIERE.

**ARRETE n° 151 DAF du 15 mai 1996 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 250 SG du 18 février 1985 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 778 SG du 17 août 1989 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les services du haut-commissariat de la République en Polynésie française comprennent :

- le cabinet ;
- le secrétariat général ;
- les subdivisions administratives.

Art. 2.— Le cabinet comprend :

- le bureau du cabinet (CAB) auquel sont rattachés :
  - le service du courrier ;
  - le service des transmissions et du chiffre ;
  - le service technique des liaisons et communications du haut-commissariat et de la police nationale ;
- le cabinet militaire (CAB/MIL) ;
- le bureau d'études (B.E.) ;
- la direction de la protection civile (D.P.C.) ;
- le service de la communication et des relations publiques (S.C.R.P.) ;
- la cellule des postes et télécommunications (C.P.T.).

Art. 3.— Le secrétariat général auquel sont rattachés :

- le chargé de mission (C.M.) ;
- la cellule chargée du budget et du contrôle de gestion (C.B.C.G.),

comprend :

Art. 3-1.— La direction de l'administration et des finances composée des :



- bureau du personnel (PERS) ;
- bureau des finances (FIN) ;
- service informatique (INFO).

Art. 3-2.— La mission d'aide financière et de coopération régionale composée de :

- la mission des affaires économiques et des entreprises (M.A.E.) ;
- la mission des affaires sociales et culturelles (M.A.S.C.) ;
- la mission des infrastructures, du développement et de la coopération régionale (M.I.D.C.R.) ;
- la mission des affaires communales (M.A.C.) composée des :
  - bureau des affaires juridiques communales (B.A.J.C.) ;
  - bureau des affaires financières communales (B.A.F.C.) ;
- la délégation pour le commerce extérieur (D.C.E.) ;
- la délégation à la recherche et à la technologie (D.R.T.) ;
- la délégation aux droits des femmes (D.D.F.).

Art. 3-3.— La direction de la réglementation et du contrôle de la légalité composée des :

- bureau de la réglementation et des élections (B.R.E.) ;
- bureau des affaires juridiques (B.A.J.) ;
- bureau du contentieux et du contrôle de la légalité (B.C.C.L.).

Art. 3-4.— La direction de l'assistance technique composée :

- de la mission de suivi administratif et financier des opérations ;
- du bureau bâtiments et aménagement (BAT) ;
- du bureau voirie et réseaux divers et patrimoine (V.R.D.) ;
- du bureau eau potable - assainissement (E.P.A.) ;
- de la représentation locale de l'A.D.E.M.E.

Art. 4.— Les subdivisions administratives sont :

- la subdivision administrative des îles du Vent (S.A.I.V.) ;
- la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent (S.A.I.S.L.V.) ;
- la subdivision administrative des îles Marquises (S.A.I.M.) ;
- la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier (S.A.I.T.G.) ;
- la subdivision administrative des îles Australes (S.A.I.A.).

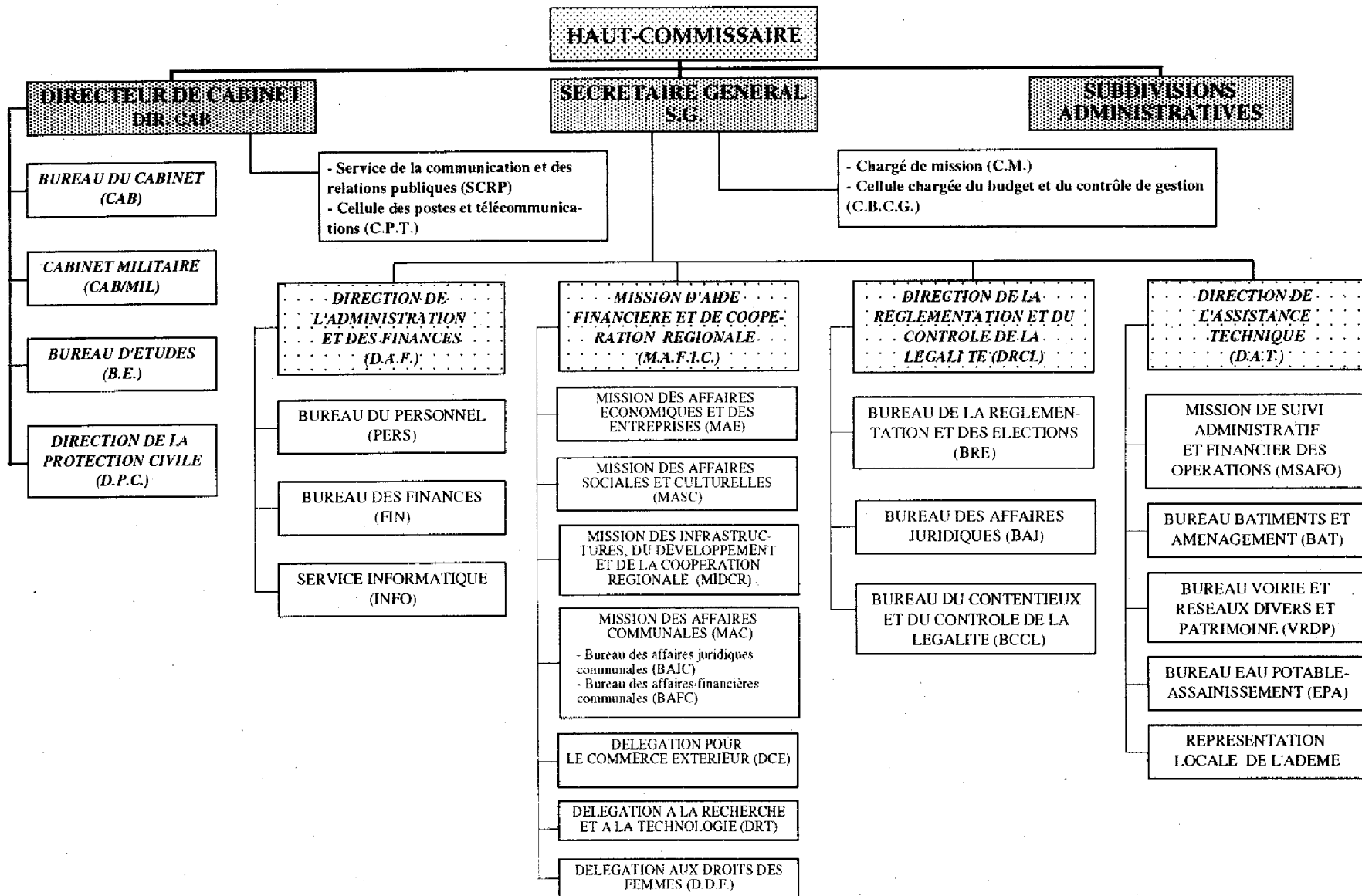
Art. 5.— L'organigramme des services du haut-commissariat et les attributions dévolues aux différents services figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 6.— Les arrêtés n° 250 SG du 18 février 1985 et n° 778 SG du 17 août 1989 susvisés sont abrogés.

Art. 7.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mai 1996.  
Paul RONCIERE.

## ORGANISATION DES SERVICES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE EN PF



## ANNEXE II à l'arrêté n° 151 DAF du 15 mai 1996

HAUT-COMMISSAIRE  
*Secrétariat particulier*

## CABINET

DIRECTEUR DU CABINET  
*Secrétariat particulier*

## 1°) BUREAU DU CABINET

- Coordination des services rattachés au bureau du cabinet :
  - . service du courrier,
  - . service des transmissions et du chiffre,
  - . service technique des liaisons et communications du haut-commissariat et de la police nationale,
  - . service du garage,
  - . gestion financière et suivi des personnels du cabinet et de la résidence du haut-commissaire.
- Affaires politiques :
  - . traitement des interventions, relations avec les élus, les chambres consulaires et les organisations socio-professionnelles, affaires réservées,
  - . organisation des élections,
  - . exequatur du corps consulaire,
  - . dossiers d'audience et de visite du haut-commissaire.
- Réglementation :
  - . gestion des dossiers d'expulsion et de saisie,
  - . gestion des dossiers armes, munitions et explosifs,
  - . enquêtes administratives diverses.
- Ordre public.
- Protocole et chancellerie :
  - . Organisation logistique des visites ministérielles et des visites de missionnaires,
  - . distinctions honorifiques,
  - . suivi et application du protocole.
- Interprétariat.

## 2°) CABINET MILITAIRE

- Défense civile :
  - . plan de protection,
  - . points sensibles civils,
  - . affectations de défense,
  - . réquisitions en temps de crise,
  - . défense économique (ravitailllements, stockage de carburants),
  - . secrétariat général de zone de défense (S.G.Z.D.),
  - . comité de défense de zone (C.D.Z.),
  - . centre opérationnel de défense (C.O.D.),
  - . sûreté et sécurité des locaux du haut-commissariat.
- Affaires militaires :
  - . recensement (en liaison avec le centre du service national),
  - . commission de dispense,
  - . service national (service national ville, volontaires de l'aide technique, service militaire adapté),
  - . libération de militaires sur le territoire,
  - . suivi des affaires traitées par l'office des anciens combattants.
- Coordination - liaison :
  - . concours et prestations diverses,
  - . coordination de l'emploi des moyens militaires avec les moyens administratifs ou privés (réquisitions),
  - . mise en place du service militaire adapté,

- . relations avec les associations patriotiques ou d'anciens combattants,
- . fêtes et cérémonies nationales.

## 3°) BUREAU D'ÉTUDES

- suivi et synthèse de l'actualité,
- préparation de dossiers (vie politique, activités économiques et sociales),
- suivi des relations extérieures et des affaires internationales : étude et analyse politique, diplomatique, économique et sociale.

## 4°) DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE

- Protection civile :
  - . élaboration mise à jour et mise en oeuvre des plans de secours,
  - . schéma d'alerte des populations,
  - . secours aux victimes et sinistrés des calamités,
  - . liaisons avec les organismes compétents en matière de sécurité civile,
  - . enseignement et gestion du secourisme.
- Services d'incendie et de secours :
  - . aide technique aux maires sur la mise en place et le fonctionnement des corps de sapeurs-pompiers,
  - . instruction des personnels,
  - . commandement opérationnel en cas de sinistre important.
- Administration - Prévention :
  - . étude et inspection des établissements classés,
  - . étude des permis de construire ou de lotir,
  - . participation aux commissions de sécurité (études techniques, visites de sécurité des établissements recevant du public).

5°) SERVICE DE LA COMMUNICATION  
ET DES RELATIONS PUBLIQUES

- . synthèse de la presse et exploitation des dépêches A.F.P.,
- . communiqués et conférences de presse,
- . relations avec la presse écrite et parlée locale, métropolitaine et étrangère,
- . rédaction de "la lettre de l'Etat".

6°) CELLULE DES POSTES  
ET TELECOMMUNICATIONS

- . études pour le compte du haut-commissaire et des ministères concernés des rapports présentés au conseil d'administration de l'O.P.T.,
- . suivi des activités de l'O.P.T. (projets de budgets, schéma directeur, plans d'équipement),
- . exercice des attributions de réglementation générale dévolues à l'Etat en cette matière.

SECRETAIRE GENERAL  
*Secrétariat particulier*

## 1°) CHARGE DE MISSION

- coordination des services du secrétariat général et liaison avec l'ensemble des services de l'Etat,
- tri et préparation du courrier réservé et du courrier mis à la signature du secrétaire général,
- comptes rendus des réunions de direction,
- communication interne,
- élaboration du livret d'accueil,
- coordination de l'archivage,
- dossiers réservés du secrétaire général.

## 2°) CELLULE CHARGÉE DU BUDGET ET DU CONTRÔLE DE GESTION

- préparation du budget de fonctionnement du haut-commissariat, répartition des dotations par service et par nature,
- gestion des crédits et contrôle des dépenses,
- commission de réforme des véhicules et procédure de vente,
- fonctions d'achat : négociation avec les fournisseurs et signature des contrats d'entretien et de fourniture.

## DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

### DIRECTEUR

#### *Secrétariat particulier*

La direction de l'administration et des finances gère les ressources humaines et les moyens financiers de l'Etat sur le territoire.

### 1°) BUREAU DU PERSONNEL

- gestion des ressources humaines du haut-commissariat,
- formation du personnel du haut-commissariat et actions interministérielles de formation,
- gestion administrative des agents payés sur le budget de l'Etat : fonctionnaires expatriés, fonctionnaires des C.E.A.P.F. servant auprès de l'Etat et du territoire, agents contractuels, volontaires à l'aide technique (V.A.T.),
- conseil auprès des différents services de l'Etat et du territoire,
- organisation des concours de recrutement des fonctionnaires locaux et de certains concours interministériels,
- organisation des comités techniques paritaires (haut-commissariat), commissions administratives paritaires (C.E.A.P.F.), commissions consultatives paritaires des agents contractuels des services de l'Etat,
- protection sociale des fonctionnaires, secrétariat du comité médical et de la commission de réforme,
- préparation des dossiers de pension, validation de services auxiliaires,
- préparation et suivi des conventions Etat-territoire de mise à disposition d'agents,
- délégations de signature du haut-commissaire aux différents chefs de service de l'Etat.

### 2°) BUREAU DES FINANCES

Traitements et questions financières connexes :

- calcul, liquidation et mandatement des traitements et indemnités des agents payés sur le budget de l'Etat : notamment les accessoires de solde (supplément familial de traitement, résidence) et les indemnités diverses (heures supplémentaires, frais de déplacement, primes d'éloignement, frais de bagages, frais de mission),
- versement des cotisations de sécurité sociale, C.N.R.A.C.L., C.P.S., mutuelles, Préfon,
- établissement de bons de transport,
- remboursement des frais de passage des anciens combattants.

Comptabilité de l'Etat :

- ordonnancement et mandatement des dépenses de l'Etat (le haut-commissaire est l'ordonnateur secondaire unique),
- émissions de titres de recettes pour les recettes de fonctionnement de l'Etat et atténuation des recettes,

- comptabilité des autorisations de programme, des crédits de paiement et des dépenses d'investissement de l'Etat,
- mandatement des dépenses d'investissement de l'Etat, dont F.I.D.E.S. et F.A.D.I.P.,
- ordres de reversement,
- situations comptables mensuelles, trimestrielles et annuelles,
- suivi et comptabilité des marchés de l'Etat.

### 3°) SERVICE INFORMATIQUE

- schéma directeur informatique du haut-commissariat,
- mini-informatique et micro-informatique : analyse, programmation, exploitation,
- bureautique : conseils aux utilisateurs.

Les attributions visées aux paragraphes ci-dessus s'entendent sous réserve des attributions déléguées dans ces domaines aux services du vice-rectorat, de l'aviation civile, du Trésor, des douanes et des services judiciaires.

## MISSION D'AIDE FINANCIERE ET DE COOPERATION REGIONALE

### DIRECTEUR

#### *Secrétariat particulier*

Cette direction a en charge le suivi de l'exécution de la loi d'orientation et des conventions Etat-territoire, la mise en place et la coordination du dispositif de "l'après-C.E.P.", ainsi que la gestion des aides financières aux communes. Elle répond ainsi à la volonté de l'Etat d'accompagner les politiques de développement et d'équipement du territoire et des communes par une aide financière et technique. Elle gère en outre des crédits d'aides aux entreprises.

### 1°) MISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DES ENTREPRISES

- gestion des aides : fonds de restructuration pour la défense (FRED), fonds pour le développement des petites et moyennes entreprises (F.D.P.M.E.) et autres aides au secteur privé,
- développement d'une base de données économiques,
- suivi des conventions "défense" en liaison avec le cabinet militaire,
- avis sur les projets de défiscalisation (loi "Pons"),
- crédit et monnaie.

### 2°) MISSION DES AFFAIRES SOCIALES ET CULTURELLES

- Bureau des affaires sociales et culturelles :
  - dans les domaines de la santé, du logement social, de l'emploi, de la lutte contre l'illettrisme, de la culture : préparation des conventions, programmation et gestion des crédits, constitution de bases de données pour l'information des ministères concernés.
- Cellule chantiers de développement local :
  - préparation de l'accord cadre annuel et des propositions de quotas,
  - participation à la commission d'attribution des chantiers jeunes,
  - gestion des dossiers des agents concernés et liquidation des salaires,
  - coordination du contrôle.

### 3°) MISSION DES INFRASTRUCTURES, DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE

- dans les domaines de l'agriculture, la recherche, l'équipement, l'environnement, l'éducation et l'enseignement supérieur, le tourisme et la mer : préparation des conventions, programmation et gestion des crédits, constitution de bases de données pour l'information des ministères concernés,
- gestion des dossiers F.A.D.I.P. : aides à la revitalisation, aides au retour, actions communes, préparation des comités de direction,
- gestion du F.I.D.E.S. territorial,
- suivi des dossiers européens : aspects institutionnels, financements européens,
- suivi de l'activité de coopération régionale.

### 4°) MISSION DES AFFAIRES COMMUNALES

Bureau des affaires juridiques communales :

- contrôle de légalité des conventions conclues entre plusieurs communes ou établissements publics relevant de subdivisions différentes,
- contrôle de légalité et budgétaire des syndicats intercommunaux regroupant des communes de subdivisions différentes,
- annulation des actes des communes ou de leurs groupements,
- dissolution des conseils municipaux,
- constitution du domaine communal,
- conseil juridique aux chefs de subdivision administrative,
- mise à jour du guide pratique à l'attention des communes,
- modernisation de l'institution communale : projet de statut du personnel communal, réforme du code des communes,
- élus municipaux : carte d'identité d' élu, démissions et suspensions, liste des maires et conseillers municipaux, dossiers d'IRCANTEC.

Bureau des affaires financières communales :

- Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) : programmation et gestion des crédits, participation exceptionnelle de l'Etat, organisation des élections au comité,
- dotations de fonctionnement État (D.G.F., D.D.R., D.S.I.) : programmation et gestion des crédits, recensement des instituteurs,
- subvention d'investissement de l'Etat : programmation et gestion des crédits (D.G.E., F.I.D.E.S. des communes, F.A.D.I.P. des communes et autres),
- budgets et comptes administratifs : analyse annuelle, conseils aux chefs de subdivision (commissions spéciales),
- emprunts : instruction des demandes d'aval du F.I.P.,
- impayés : mandatement d'office,
- élection au comité des finances locales.

### 5°) DELEGATION POUR LE COMMERCE EXTERIEUR

- lien entre le secteur privé, les institutions économiques et les diverses administrations de l'Etat concernées,
- conseil et formation auprès des entreprises du territoire en matière de commerce extérieur et aide à l'implantation sur des marchés extérieurs,
- aide pour l'accès des entreprises à l'ensemble du dispositif de soutien à l'exportation : COFACE, C.F.C.E., C.F.M.E., A.C.T.I.M., P.E.E.,
- concours à toute initiative ou démarche d'intérêt général pouvant faciliter les activités exportatrices du territoire,
- représentation de l'Etat dans le cadre de la convention d'aide à l'exportation.

### 6°) DELEGATION A LA RECHERCHE ET A LA TECHNOLOGIE

- animation et coordination du développement de la recherche et de la technologie,
- actions nécessaires en vue de favoriser l'ouverture de la recherche au secteur socio-économique et cohésion entre les programmes nationaux et territoriaux,
- coordination de l'action des établissements publics et organismes placés sous la tutelle ou la cotutelle du ministère chargé de la recherche pour ce qui concerne leurs actions spécifiques dans le territoire,
- autorisations de recherches scientifiques,
- organisation des transferts de technologie,
- diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique.

### 7°) DELEGATION AUX DROITS DES FEMMES

- coordination des actions de l'Etat en partenariat avec le territoire,
- prix de la vocation scientifique et technique féminine.

### DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DU CONTROLE DE LA LÉGALITÉ

DIRECTEUR

*Secrétariat particulier*

Direction juridique du haut-commissariat, la D.R.C.L. est notamment chargée de l'application des lois et règlements, de l'organisation des scrutins et du contrôle de la légalité des actes du territoire. Elle comprend également un service d'accueil du public chargé de la délivrance des cartes nationales d'identité, des passeports et des titres de séjour.

### 1°) BUREAU DE LA REGLEMENTATION ET DES ELECTIONS

- cartes nationales d'identité et passeports,
- demandes de duplicata de permis de conduire,
- associations,
- examen des demandes de libérations conditionnelles : préparation des arrêtés, suspension des interdictions de séjour, révocation de libérations conditionnelles, jury criminel,
- nationalité française : acquisition, instruction des dossiers (relations avec les ministères de l'outre-mer, de l'intérieur et des affaires sociales),
- police administrative des étrangers : délivrance des visas touristiques, permis de séjour, arrêtés d'expulsion ou refoulement, cartes professionnelles d'étrangers,
- instruction des demandes de dispenses de dépôt de garantie de rapatriement,
- recensement de la population,
- élections politiques et administratives : européennes, présidentielles, législatives, sénatoriales, territoriales, municipales, référendums, juges auprès du tribunal de commerce,
- suivi des opérations de révision des listes électorales,
- brevets d'invention,
- délivrance des autorisations de transferts de restes mortels à l'extérieur du territoire,
- suivi des demandes d'internement volontaire et instruction des placements d'office,
- agrément des agents d'assurances.

## 2°) BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES

- promulgation et publication à titre d'information des lois, décrets et arrêtés ministériels applicables dans le territoire en vertu de dispositions expresses ou applicables de plein droit en raison de leur objet,
- publication des décisions de la compétence de l'Etat,
- saisine pour avis ou information du gouvernement et de l'assemblée de la Polynésie française,
- études juridiques,
- préparation de projets de textes entrant dans la compétence de l'Etat, examen des projets émanant des services de l'Etat, consultation juridique sur les problèmes posés par l'interprétation et l'application des textes législatifs et réglementaires, tenue de fichiers des textes applicables relevant de l'Etat,
- suivi du statut du territoire et de son évolution,
- codification.

## 3°) BUREAU DU CONTENTIEUX ET DU CONTROLE DE LA LEGALITE

- contentieux : centralisation de tous les recours de l'Etat (haut-commissariat et services extérieurs), tant devant les juridictions administratives que devant les juridictions civiles. Visa des recours, mise en forme et, s'il y a lieu, saisine des tribunaux et suivi du contentieux (interlocuteur unique devant les tribunaux pour les contentieux intéressant l'Etat),
- contrôle de la légalité en matière de délibérations de l'assemblée de la Polynésie française, de la commission permanente, et d'actes du gouvernement de la Polynésie française (délibérations, arrêtés, budget du territoire).

## DIRECTION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

## DIRECTEUR

*Secrétariat particulier*

La D.A.T. exerce à titre principal le suivi des opérations d'investissements de l'Etat et une mission générale d'assistance technique, tournée en priorité vers les communes des archipels éloignés et leurs groupements, pour leurs projets d'équipements. A ce titre, elle assure des travaux d'études ainsi que la maîtrise d'oeuvre ou la conduite d'opération des projets et conseille les maires sur la maintenance des installations. Elle assure par ailleurs l'évaluation technique et contrôle la réalisation physique des opérations subventionnées par l'Etat.

## 1°) MISSION DE SUIVI ADMINISTRATIF ET FINANCIER DES OPERATIONS

- conduite d'opération de l'université française du Pacifique,
- avis techniques sur les dossiers de demande de financement de l'Etat,
- gestion des crédits (investissement et fonds de concours),
- conseil interne et externe en matière de marchés publics,
- développement de formations techniques destinées à accompagner la mise en service des nouvelles infrastructures.

## 2°) BUREAU BATIMENTS ET AMENAGEMENTS

- conception et maîtrise d'oeuvre des projets de : bâtiments de l'Etat, constructions municipales (mairies, cantines, centrales électriques, sanitaires, etc.), constructions scolaires (1er degré et enseignement supérieur), expertise de tous bâtiments recevant du public,

- détermination des prix des constructions servant à l'établissement du "T.I.P. scolaire".

## 3°) BUREAU VOIRIE, RESEAUX DIVERS ET MAINTENANCE

*Section voirie :*

- conception et maîtrise d'oeuvre des projets de voiries et d'assainissement des eaux pluviales, de voiries et réseaux divers (V.R.D.) de lotissements, d'ouvrages d'art.

*Section électricité :*

- conception et maîtrise d'oeuvre des projets de lignes électriques, et d'équipement des centrales électriques (thermique, solaire et éolienne).

*Section topographie :*

- levés topographiques divers et assistance sur études et suivi de travaux de V.R.D.

*Section maintenance du patrimoine immobilier de l'Etat :*

- grosses réparations sur les bâtiments et logements administratifs du haut-commissariat,
- entretien courant des bâtiments et logements administratifs et des espaces verts communs du haut-commissariat.

## 4°) BUREAU EAU POTABLE - ASSAINISSEMENT

- études générales de l'amélioration de l'alimentation en eau potable de la Polynésie française,
- contribution à la réalisation d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable pour chaque commune,
- conception et maîtrise d'oeuvre des projets de réseaux d'alimentation en eau potable et de leur gestion,
- suivi des grands projets d'assainissement (Bora Bora, zone urbaine de Tahiti...).

## 5°) REPRESENTATION LOCALE DE L'A.D.E.M.E.

- développement des énergies renouvelables (thermique, photovoltaïque et éolienne),
- économies d'énergie,
- collecte, tri et traitement des ordures ménagères.

## MISSIONS DES SUBDIVISIONS

L'administrateur d'Etat est le délégué du haut-commissaire de la République dans la subdivision. A ce titre, il assiste le haut-commissaire dans la représentation territoriale de l'Etat. Sous son autorité, avec ses propres moyens administratifs et techniques et le soutien des services du haut-commissariat, il dirige l'activité de sa subdivision :

*1°) Le conseil aux élus municipaux*

- application du code des communes de la Polynésie française,
- conseils juridiques pour l'élaboration des délibérations, des arrêtés municipaux et l'organisation des réunions des organismes délibératifs des communes et de leurs groupements,
- conseil de gestion en matière budgétaire, de recrutement et déroulement de carrières des personnels,
- aide à la prise de décision dans le choix et la réalisation des investissements communaux, notamment pour la programmation des équipements subventionnés par l'Etat,
- conseils techniques pour tous travaux effectués par la commune.

*2°) Les activités de contrôle*

- contrôle de légalité qui s'exerce a priori sur les délibérations, les arrêtés du maire et les marchés,

- examen des budgets primitifs, supplémentaires et comptes administratifs des communes et le cas échéant réunion de la commission spéciale chargée de recommander les mesures destinées à rétablir l'équilibre budgétaire,
- contrôle de la bonne réalisation des opérations d'investissements subventionnées.

### 3°) L'aide au développement économique

- susciter, encourager les initiatives et les microprojets,
- aide au financement de projets privés (F.A.D.I.P., FRED...) et soutien aux politiques locales de développement économique.

### 4°) L'activité réglementaire et d'administration générale

- état civil,
- autorisations administratives,
- organisation locale des élections,
- liaison avec le service de l'inspection du travail,
- délivrances des cartes nationales d'identité et des passeports, instruction des dossiers de naturalisation et d'étrangers (îles Sous-le-Vent, îles Marquises),
- décorations.

**ARRETE n° 23 IDV du 17 mai 1996 portant convocation des électeurs de la commune associée de Pueu (commune de Taïarapu-Est), le 9 et éventuellement le 16 juin 1996 en vue de l'élection des 6 conseillers municipaux de la commune associée de Pueu.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les dispositions du code électoral et du code des communes applicables dans le territoire de la Polynésie française, notamment les articles L. 247 et L. 251 ;

Vu l'arrêté n° 514 DRCL du 11 mai 1995 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée ;

Vu l'arrêté n° 241 DRCL du 11 mars 1996 modifiant l'arrêté n° 940 DRCL du 30 août 1995 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française pour la période du 1er mars 1996 au 28 février 1997 ;

Vu le jugement du 16 septembre 1995 par lequel le tribunal administratif de Papeete a annulé les opérations électorales qui ont eu lieu le 11 juin 1995 dans la commune associée de Pueu ;

Vu la décision du Conseil d'Etat du 22 mars 1996 rejetant la requête de MM. Joseph Lehartel, Tevarai Tuairau, Terii Wan Sin Fat, de Mme Rose Teotahi née Chapman, de MM. Daniel Sanford et Alphonse Roomataaroa visant à l'annulation du jugement du 16 septembre 1995 du tribunal administratif de Papeete ;

Considérant que la notification de la décision du Conseil d'Etat au ministre délégué à l'outre-mer est intervenue le 23 avril 1996 et que, dès lors, les opérations électorales du

11 juin 1995 dans la commune associée de Pueu (commune de Taïarapu-Est) sont définitivement annulées,

Arrête :

Article 1er.— Dans la commune associée de Pueu (commune de Taïarapu-Est), les électeurs sont convoqués le dimanche 9 juin 1996 afin de procéder à l'élection des conseillers municipaux.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, les électeurs sont convoqués le dimanche 16 juin 1996 pour y procéder.

Art. 2.— Le scrutin sera ouvert à 8 h et clos à 18 h, conformément aux dispositions de l'article R. 41 du code électoral.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et affiché à la mairie de Taïarapu-Est, à la mairie annexe de Pueu et partout où besoin sera le 23 mai 1996.

Fait à Papeete, le 17 mai 1996.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative  
des îles du Vent,*  
Jean-François DELAGE.

**ARRETE n° 24 IDV du 17 mai 1996 instituant une commission de propagande pour l'élection des six (6) conseillers municipaux de la commune associée de Pueu (commune de Taïarapu-Est).**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal en Polynésie française ;

Vu le code électoral ;

Vu le décret n° 95-269 du 10 mars 1995 fixant la date des élections pour le renouvellement général des conseils municipaux ;

Vu l'arrêté n° 514 DRCL du 11 mai 1995 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée ;

Vu l'arrêté n° 23 IDV du 17 mai 1996 portant convocation des électeurs en vue de l'élection des six conseillers municipaux de la commune associée de Pueu (commune de Taïarapu-Est) ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué une commission de propagande pour l'élection des six conseillers municipaux de la commune associée de Pueu (commune de Taïarapu-Est).

Cette commission est composée comme suit :

- M. Jean-Marc Houée, désigné par le premier président de la cour d'appel de Papeete, *président* ;
- Mme June Vivish, fonctionnaire désigné par le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, *membre* ;
- M. Michel Walle, de la trésorerie générale, *membre* ;
- M. Michel Piehi, de l'Office des postes et télécommunications, *membre*.

Le secrétariat de la commission sera assuré par Mlle Titaina Trillon, de la subdivision administrative des îles du Vent.

Art. 2.— Le siège de la commission est fixé au palais de justice de Papeete.

Art. 3.— Les candidats qui veulent bénéficier des services de la commission de propagande devront déposer leur demande auprès du secrétariat, avant le vendredi 31 mai 1996 à 13 h, pour le premier tour et, éventuellement, le mardi 11 juin 1996 à 13 h, en cas de second tour à la subdivision des îles du Vent, 14, rue des Poilus-Tahitiens, Papeete.

Art. 4.— Les demandes de concours de la commission devront être accompagnées de la liste complète des candidats avec pour chacun d'eux : leurs nom, prénoms, date de naissance, lieu de naissance, adresse et profession, ainsi qu'éventuellement une lettre de désignation du mandataire de la liste.

Art. 5.— Les mandataires des listes pourront assister aux travaux de la commission à titre consultatif.

Art. 6.— Le président, les membres de la commission de propagande et le chef de la subdivision administrative des îles du Vent sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés, enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mai 1996.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

Le chef de la subdivision administrative  
des îles du Vent,

Jean-François DELAGE.

**Par arrêté n° 369 SATP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 9 mai 1996.— La date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires du corps de maîtrise et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est fixée au 9 juillet 1996.

Les listes des candidats établies pour cette élection par les organisations syndicales, comprennent :

- dans le grade de brigadier-major :
  - aucun représentant ;
- dans le grade de brigadier de police :
  - 2 représentants titulaires ;
  - 2 représentants suppléants ;
- dans le grade de gardien de la paix :
  - 2 représentants titulaires ;
  - 2 représentants suppléants.

Ces listes devront être déposées au plus tard le 7 juin 1996, à 16 heures, terme de rigueur, au service administratif et technique de la police à Papeete. Elles porteront chacune le nom d'un fonctionnaire résidant à Papeete, appelé à représenter la liste dans toutes les opérations électorales et seront en outre accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat.

Il ne sera accepté aucun dépôt ni modification de liste après la date ci-dessus indiquée.

Une instruction relative à ces élections sera diffusée et affichée dans chaque service.

**Par arrêté n° 370 SATP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 9 mai 1996.— La date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires du corps de commandement et d'encadrement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est fixée au 11 juillet 1996.

Les listes des candidats établies pour ces élections par les organisations syndicales, comprennent :

- dans le grade de commandant de police :
  - aucun représentant ;
- dans le grade de capitaine de police :
  - 1 représentant titulaire ;
  - 1 représentant suppléant ;
- dans le grade de lieutenant de police :
  - 1 représentant titulaire ;
  - 1 représentant suppléant.

Ces listes devront être déposées au plus tard le 11 juin 1996, à 16 heures, terme de rigueur, au service administratif et technique de la police à Papeete. Elles porteront chacune le nom d'un fonctionnaire résidant à Papeete, appelé à représenter la liste dans toutes les opérations électorales et seront en outre accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat.

Il ne sera accepté aucun dépôt ni modification de liste après la date ci-dessus indiquée.

Une instruction relative à ces élections sera diffusée et affichée dans chaque service.

**Par arrêté n° 142 DAF/PEL** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 10 mai 1996.— M. Thierry Sicard, agent contractuel, embarqué à Paris-Roissy le 5 mai 1996 et arrivé à Tahiti-Faaa le 6 mai 1996, est affecté en qualité de médecin-inspecteur du travail au service de l'inspection du travail de la Polynésie française.

L'intéressé est pris en charge par le budget de l'Etat (MINOM) : chapitre 31-90, article 62, à compter du 1er mai 1996.

**Par arrêté n° 155 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Emmanuel Szejnberg-Martin, attaché d'administration centrale, précédemment chef du cabinet civil, chargé de la communication, est nommé chef du service de la communication et des relations publiques à compter du 15 mai 1996.



**Par arrêté n° 156 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Jean-Claude Avond, contrôleur principal des transmissions, précédemment chef du service du chiffre, est nommé chef du service des transmissions et du chiffre à compter du 15 mai 1996.

**Par arrêté n° 157 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Pierino Bassani, contrôleur divisionnaire des transmissions, précédemment chef des transmissions, est nommé chef du service technique des liaisons et communications du haut-commissariat et de la police nationale à compter du 15 mai 1996.

**Par arrêté n° 158 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Xavier Girard, attaché de préfecture, précédemment responsable du contrôle de gestion et de la logistique auprès du secrétaire général de la Polynésie française, est nommé chargé de mission auprès du secrétaire général de la Polynésie française, responsable de la cellule chargée du budget et du contrôle de gestion à compter du 15 mai 1996.

**Par arrêté n° 159 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Guillaume Audebaud, attaché principal d'administration centrale, précédemment directeur adjoint de l'administration et des finances, est nommé directeur de l'administration et des finances à compter du 15 mai 1996.

**Par arrêté n° 160 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Pierre-Yves Manine, attaché de préfecture, précédemment chef de la cellule informatique, est nommé chef du service informatique à compter du 15 mai 1996.

**Par arrêté n° 161 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Alexis Le Mièr, commissaire capitaine, mis à disposition du haut-commissariat en Polynésie française, à la direction de la mission d'aide financière et de coopération régionale depuis le 1er septembre 1995, est nommé chef de la mission des affaires économiques et des entreprises à compter du 15 mai 1996.

**Par arrêté n° 162 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.—

Mme Marie-Thérèse Nicolas, attaché de préfecture, précédemment chef du bureau des affaires communales, est nommée chef de la mission des affaires communales, chargée du bureau des affaires financières communales à compter du 15 mai 1996.

**Par arrêté n° 163 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Hervé Cadou, attaché de préfecture, précédemment chef du bureau des affaires sociales et culturelles, est nommé chef de la mission des affaires sociales et culturelles à compter du 15 mai 1996.

**Par arrêté n° 164 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Benoît Banzept, attaché d'administration centrale, précédemment adjoint au chef du bureau des affaires communales, est nommé chef du bureau des affaires juridiques communales à compter du 15 mai 1996.

**Par arrêté n° 165 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Jean-Marie Marcon, attaché d'administration centrale, précédemment chef du bureau de la programmation, est nommé chef de la mission des infrastructures, du développement et de la coopération régionale à compter du 15 mai 1996.

**Par arrêté n° 167 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Bernard Bru, chef de section des travaux publics de l'Etat, est nommé chef du bureau voirie, réseaux divers et patrimoine à compter du 15 mai 1996.

**Par arrêté n° 168 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Louis Pau, ingénieur des travaux publics de l'Etat, est nommé adjoint au directeur de l'assistance technique, chargé de la mission du suivi administratif et financier des opérations à compter du 15 mai 1996.

**Par arrêté n° 169 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 mai 1996.— M. Jean-Yvon Dafniet, ingénieur des travaux publics de l'Etat, est nommé chef du bureau eau potable, assainissement à compter du 15 mai 1996.

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

#### ARRETE n° 471 CM du 14 mai 1996 organisant le placement de la trésorerie du territoire.

NOR : FCO9600097AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi

n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 1996,

Arrête :

Article 1er.— Afin de lui assurer une rémunération, la trésorerie disponible du territoire est placée selon les modalités et conditions suivantes :

- Montant maximal : 6 milliards de F CFP ;
- Durée maximale : 1 an ;
- Support : valeurs d'Etat ou valeurs garanties par l'Etat.

En tant que de besoin, les placements ainsi effectués doivent pouvoir retrouver toute la liquidité requise pour le paiement des dépenses du territoire.

Art. 2.— Les lettres d'instruction nécessaires à l'exécution des dispositions qui précèdent sont établies par le chef du service des finances et de la comptabilité ou son adjoint, qui en rend compte au ministre des finances et des réformes administratives.

Art. 3.— Le ministre des finances et des réformes administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mai 1996.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des finances  
et des réformes administratives,  
Patrick PEAUCELLIER.*

**ARRETE n° 473 CM du 14 mai 1996 portant réorganisation du comité de l'aménagement du territoire.**

NOR : SAU9600642AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française et en particulier l'article D. 100/2 ;

Vu l'arrêté n° 219 PR du 16 mai 1994 portant mise à jour du code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'avis du comité d'aménagement du territoire dans sa séance du 28 février 1996 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 2 mai 1996,

Arrête :

Article 1er.— Les articles du code de l'aménagement A. 100-1 à A. 100-6 sont remplacés comme suit :

*Art. A. 100-1 (nouveau) :*

Le comité d'aménagement du territoire est composé comme suit :

*Membres à voix délibérative*

- |   |                       |
|---|-----------------------|
| - Le ministre chargé de l'aménagement ....  | <i>Président</i>      |
| - Le ministre chargé de l'environnement, ou son représentant, en cas d'absence du président, le ministre chargé de l'environnement ne peut pas être représenté .. | <i>Vice-président</i> |
| - Le ministre chargé de l'habitat, ou son représentant .....  | <i>Membre</i>         |
| - Le ministre chargé du développement des archipels, ou son représentant .....  | <i>Membre</i>         |
| - Trois conseillers territoriaux, ou leurs suppléants .....   | <i>Membres</i>        |
| - 1 maire désigné par le conseil des ministres parmi les membres du comité de gestion du F.I.P., ou son suppléant ....  | <i>Membre</i>         |
| - 1 maire désigné par le conseil des ministres parmi les membres du Syndicat pour la promotion des communes, ou son suppléant .....                               | <i>Membre</i>         |

*Assistent à titre consultatif*

- Le chef de service chargé du plan, ou son représentant ;
- Le chef du service de la délégation à l'environnement, ou son représentant ;
- Le chef de service chargé de l'aménagement du territoire, ou son représentant ;
- Le directeur de l'équipement, ou son représentant ;
- Le chef du service de l'administration et du développement des archipels, ou son représentant,

auxquels se joint, pour les affaires ou mesures d'ordre sectoriel, le maire de la commune intéressée ou un maire représentant le groupement de communes intéressées désigné par celui-ci ou son suppléant.

Le secrétariat du comité est assuré par le service chargé de l'aménagement du territoire.

*Art. A. 100-2 (nouveau) :*

Le comité d'aménagement du territoire a compétence pour donner son avis sur toutes mesures à caractère tant technique que réglementaire se rapportant aux matières faisant l'objet des dispositions du code de l'aménagement du territoire, et pour faire toutes propositions en cette matière.

*Art. A. 100-3 (nouveau) :*

Lorsque le comité doit débattre des mesures ou projets ayant des incidences sur des domaines ne relevant pas directement du code de l'aménagement du territoire, les ministères et chefs de services concernés participent de droit avec voix délibérative pour les premiers, et à titre consultatif pour les seconds, à ses délibérations.

*Art. A. 100-4 (nouveau) :*

Le comité se réunit sur convocation du président. Il délibère à la majorité des membres présents ou représentés, le quorum des présents ne pouvant être inférieur à cinq membres.

En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

*Art. A. 100-5 (nouveau) :*

Le comité fixe ses règles de fonctionnement interne.

Le président peut convoquer à ces séances toutes personnes qu'il estime utile d'entendre.

Il peut organiser des groupes de travail pour préparer les avant-projets de proposition de textes réglementaires dans les domaines de sa compétence.

*Art. A. 100-6 (nouveau) :*

Le comité propose la constitution et les attributions des commissions techniques spécialisées nécessaires aux matières relevant de sa compétence.

Il en suit la bonne marche pour notamment proposer toute mesure qu'il juge opportune.

Chacune de ces commissions est officialisée par arrêté du conseil des ministres.

Art. 2.— L'arrêté n° 999 CM du 22 septembre 1995 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mai 1996.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'aménagement,  
de l'urbanisme et des transports,*  
Patrick BORDET.

**ARRETE n° 512 CM du 15 mai 1996 portant cessation de fonctions de M. Paul Martin en qualité de directeur de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé et nomination de Mme Eliane Chungue en qualité de directrice de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé.**

NOR : IRM9600682AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la recherche,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la convention du 23 décembre 1975 associant l'Institut Pasteur de Paris et l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé ;

Vu l'arrêté n° 64 CG du 20 janvier 1984 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé ;

Vu le procès-verbal du conseil d'administration du jeudi 2 mai 1996 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 9 mai 1996,

Arrête :

Article 1er.— Il est mis fin aux fonctions de M. Paul Martin en qualité de directeur de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé à compter du 10 août 1996.

Art. 2.— Mme Eliane Chungue, agent non fonctionnaire de l'administration CC1 de la Polynésie française, est nommée directrice de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé à compter du 11 août 1996.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mai 1996.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'agriculture,  
de l'élevage et de la recherche,*  
Simone GRAND.

**ARRETE n° 518 CM du 15 mai 1996 portant réorganisation et attributions du service de la délégation à l'environnement.**

NOR : ENV9600181AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion sociale des jeunes et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 1040 AT du 30 mai 1985 portant création de la délégation à l'environnement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mai 1996,

Arrête :

Article 1er.— *Objectifs*

La délégation à l'environnement, placée sous l'autorité du délégué à l'environnement, a pour mission principale d'assurer la gestion de l'environnement et du cadre de vie et d'y veiller.

A ce titre, elle contribue à l'élaboration d'une politique cohérente de l'environnement et du cadre de vie, en concertation avec les services concernés. Elle assure la promotion des projets visant à améliorer la prévention ou le traitement des pollutions ainsi que la protection et la gestion du milieu naturel.

#### Art. 2.— Attributions de la délégation à l'environnement

Dans le cadre de ses missions, la délégation à l'environnement intervient de la manière suivante :

- 1°) Elle procède au recensement des informations de toute nature se rapportant à l'environnement et propose les mesures réglementaires et techniques régissant l'environnement, veille à leur mise en œuvre et suit leur exécution, en relation avec les instances publiques et privées intéressées ;
- 2°) Elle coordonne, en matière d'environnement, les relations avec les services administratifs et les partenaires économiques et sociaux concernés et plus particulièrement avec les correspondants "environnement", dont les attributions et les modalités de désignation au sein des services territoriaux intéressés sont définies par arrêté en conseil des ministres ;
- 3°) Elle participe à la définition, en liaison avec les ministères et collectivités concernés, des critères et des contraintes d'environnement, devant être insérés dans les plans de développement, de gestion ou d'aménagement du territoire ;
- 4°) Elle émet un avis sur les études d'impact ; celles-ci lui sont transmises dans le cadre de la réglementation applicable en matière d'évaluation d'impact sur l'environnement ;
- 5°) Elle est obligatoirement saisie pour avis de toutes propositions ou projets de textes, liés au domaine de l'environnement ou ayant une incidence sur l'environnement.

Aux effets du présent article, la délégation à l'environnement peut se faire communiquer toutes pièces administratives et tous documents susceptibles de l'aider à accomplir ses missions.

#### Art. 3.— Organisation

La délégation à l'environnement comprend :

- le délégué à l'environnement, responsable de l'activité et de l'intervention coordonnée des bureaux spécialisés de la délégation ainsi que de la coordination avec les organismes extérieurs.

Il participe à l'élaboration des chartes de l'environnement. Le délégué à l'environnement a autorité pour coordonner et diriger l'action des inspecteurs des installations classées ;

- le bureau "nature et paysages" ;
- le bureau "prévention des pollutions et des nuisances" ;
- le bureau "gestion de l'eau" ;
- le bureau "suivi des indicateurs" ;
- le bureau "information, éducation et formation" ;
- le bureau "affaires juridiques".

#### Art. 4.— Bureau "nature et paysages"

Le bureau "nature et paysages" est notamment chargé de :

- mettre en place une banque de données relative aux caractéristiques des milieux naturels, des espèces en danger, vulnérables, rares ou d'intérêt particulier ;
- promouvoir la protection du patrimoine naturel, des paysages et de la diversité biologique. A cet effet, il favorise la mise en place d'espaces naturels protégés, selon un réseau

représentatif et cohérent et tient à jour la liste des espèces protégées ;

- proposer toutes mesures réglementaires et techniques permettant la protection des milieux naturels ainsi que des espèces en danger, vulnérables, rares ou d'intérêt particulier et suivre leur exécution.

A ce titre, la cellule "nature et paysages" assure le secrétariat de la commission des sites et des monuments naturels et participe au bon accomplissement de sa mission de conseil en matière de protection de l'environnement.

#### Art. 5.— Bureau "prévention des pollutions et des nuisances"

Le bureau "prévention des pollutions et des nuisances" est notamment chargé, dans les domaines de la gestion des déchets et de la qualité de l'air :

- de proposer et d'organiser toutes études destinées à identifier et évaluer ces pollutions et nuisances ;
- de proposer toutes mesures destinées à prévenir et à réduire les effets des activités qui engendrent des pollutions et des nuisances, en particulier celles visées par la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- de proposer toutes mesures incitatives destinées à renforcer son action. A ce titre, elle :
  - établit les modalités d'aides financières publiques destinées à encourager la réalisation d'équipements anti-pollution ;
  - aide à l'élaboration des outils techniques visant à favoriser l'application des textes ;
  - apporte son soutien, dans son rôle de conseil, aux maîtres d'ouvrage pour la réalisation et l'exploitation des unités de traitement, valorisation et élimination des déchets ;
- de coordonner et de diriger l'action de l'inspection des installations classées. A ce titre, il transmet les demandes d'autorisation aux inspecteurs des installations classées, chargés de les instruire, de rédiger les arrêtés d'autorisation, d'en contrôler les prescriptions, de constater les infractions et d'instruire les plaintes.

#### Art. 6.— Bureau "gestion de l'eau"

Le bureau "gestion de l'eau" est chargé de proposer, coordonner et évaluer les éléments d'une politique territoriale de l'eau visant notamment à améliorer la protection de la ressource en eau potable, la distribution de cette ressource ainsi que le traitement des eaux usées.

A ce titre, il collabore, en relation avec les services territoriaux concernés, et notamment le service de l'hygiène, à :

- la collecte et l'exploitation des informations relatives à la ressource en eau, en vue de sa gestion quantitative et qualitative, conformément aux différents besoins du territoire et dans le respect des équilibres naturels ;
- l'amélioration des connaissances se rapportant aux écosystèmes fluviaux et lagunaires ;
- l'identification des pollutions de l'eau, de toutes origines, permanentes ou accidentelles, dans le but de les prévenir et de les réduire, et la définition des normes de qualité de l'eau, potable ou de baignade ;
- l'élaboration des règles relatives à la protection et la mise en valeur de l'eau.

En matière d'assainissement, il coordonne l'action administrative relative à l'élaboration des schémas directeurs et à la définition des réseaux d'assainissement.

**Art. 7.— Bureau "suivi des indicateurs"**

Le bureau "suivi des indicateurs" est notamment chargé :

- de recenser et de collecter les données et informations relatives à l'environnement, en relation avec l'ensemble des bureaux mentionnés par le présent arrêté, et de les traduire en valeurs caractéristiques pouvant servir d'indicateur d'évolution des milieux ;
- de participer à la conception et à la définition de nouveaux réseaux de mesures destinés à apprécier l'évolution de la qualité des écosystèmes.

**Art. 8.— Bureau "information, éducation et formation"**

Le bureau "information, éducation et formation" est chargé plus particulièrement :

- d'assurer la diffusion des données et informations relatives à l'environnement, plus particulièrement auprès des correspondants environnement, visés à l'article 2 du présent arrêté ;
- de proposer et de mettre en œuvre toutes campagnes d'information et de sensibilisation se rapportant à la qualité de la vie et à la protection de l'environnement ;
- d'élaborer, en liaison avec les services de l'éducation, des programmes de sensibilisation et de formation, spécialisés en matière d'environnement, à l'attention des enseignants et des élèves ;
- de concevoir, en coordination avec les services et organismes compétents, des plans de formation adaptés plus particulièrement aux cadres administratifs et techniques ainsi qu'aux élus territoriaux et communaux, intervenant dans des domaines liés directement ou indirectement à l'environnement ;
- de promouvoir les métiers de l'environnement et de concevoir les formations correspondantes.

**Art. 9.— Bureau "affaires juridiques"**

Le bureau "affaires juridiques" est notamment chargé de :

- opérer le recensement des textes juridiques applicables au territoire de la Polynésie française en matière d'environnement et procéder à la codification du droit territorial de l'environnement ;
- contribuer à l'adaptation du droit territorial de l'environnement, au regard des principes généraux du droit de l'environnement, et impulser, en partenariat avec les services territoriaux compétents, l'élaboration et l'adoption de tous textes juridiques, liés directement ou indirectement à l'environnement ;
- définir les outils opérationnels nécessaires à la bonne application de la politique territoriale de l'environnement ;
- créer les conditions propres à garantir une meilleure application des textes réglementaires en vigueur, au travers du renforcement d'un dispositif coercitif adapté ;
- assurer le suivi du contentieux des dossiers instruits par la délégation à l'environnement.

**Art. 10.— Dispositions finales**

Sont abrogés :

- l'arrêté n° 791 CM du 4 août 1986 portant organisation et attribution de la délégation à l'environnement ;
- l'arrêté n° 1181 CM du 31 octobre 1990 modifiant l'arrêté n° 791 CM du 4 août 1986 portant organisation et attribution de la délégation à l'environnement.

**Art. 11.—** Le ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion sociale des jeunes et de l'environne-

ment est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mai 1996.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'emploi,  
de la formation professionnelle,  
de l'insertion sociale des jeunes  
et de l'environnement,*  
Patrick HOWELL.

**ARRETE n° 519 CM du 15 mai 1996 complétant l'arrêté n° 1377 CM du 21 décembre 1995 fixant la liste des fêtes légales et jours fériés applicable aux agents en fonctions dans les services et établissements publics du territoire.**

NOR : PEL9600714AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 15 mai 1996,

Arrête :

Article 1er.— Au titre de l'année 1996, dans les services et établissements publics du territoire, la liste des fêtes légales et jours fériés est complétée comme suit :

- vendredi 17 mai 1996.

Art. 2.— Le ministre des finances et des réformes administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mai 1996.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des finances  
et des réformes administratives,*  
Patrick PEAUCELLIER.

NOR : DOM9600590AC

**Par arrêté n° 474 CM du 14 mai 1996.**— Les dispositions des arrêtés ci-après sont modifiées comme suit en ce qu'elles concernent Mme Tekahu Numariki Rua, épouse Doucet, à Raroia, commune de Makemo :

*Arrêté n° 63 CM du 19 janvier 1990 :*

*Au lieu de :*

- 4 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1.150 m<sup>2</sup> à 800 m et 1.100 m de la terre Tekomohopu ;
- 2 stations de collectage de naissains de nacre de 50 m x 1 m : 15.000 F ;
- élevage de la nacre (1.000 m<sup>2</sup>) : 10.000 F.

*Lire :*

- 3 emplacements maritimes d'une superficie totale de 150 m<sup>2</sup> à environ 800 m et 1.100 m de la terre Tekomohopu :
- 3 stations de collectage de 50 m x 1 m : gratis.

*Arrêté n° 932 CM du 30 août 1991 :**Au lieu de :*

- 1 emplacement maritime de 1 ha au regard de la terre Tekomohopu à environ 1,100 km : ferme perlière : 15.000 F minimum.

*Lire :*

- 1 emplacement maritime de 1 ha au regard de la terre Tekomohopu à environ 1,100 km du rivage :
- élevage de la nacre et ferme perlière : 15.000 F.

NOR : DOM9600591AC

**Par arrêté n° 475 CM du 14 mai 1996.**— Les dispositions de l'arrêté n° 1327 CM du 13 décembre 1995 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis dans les îles Tuamotu sont modifiées comme suit en ce qu'elles concernent M. Bruno Tehei Faatoa à Takume, commune de Makemo :

*Au lieu de :*

- 1 emplacement maritime de 2 ha... pour collectage, élevage de la nacre et ferme perlière...

*Lire :*

- 6 emplacements maritimes d'une superficie totale de 2 ha :
  - à environ 1,2 km du rivage de la terre Neka : 5 stations de collectage de 100 m x 1 m : gratis ;
  - à environ 2 km du village et 3 km de Neka : élevage de la nacre et ferme perlière (1 ha 95a 0 ca) : 21.000 F réduite à 15.000 F les cinq premières années.

NOR : DOM9600593AC

**Par arrêté n° 476 CM du 14 mai 1996.**— Est autorisée l'occupation temporaire de cinq emplacements du domaine public maritime sis au droit des passes de Totara, Tareu et Avaroa à Haapiti et Opunohu, commune de Moorea-Maiao, au profit de la S.A. Industrie et tourisme sous-marin (S.A. I.T.S.).

Et tels qu'ils figurent sur le plan joint au dossier.

La présente autorisation d'occupation est accordée sous les conditions suivantes que la S.A. Industrie et tourisme sous-marin s'engage à respecter ; savoir :

1/ Le bénéficiaire, la S.A. Industrie et tourisme sous-marin, est tenu d'affecter les emplacements maritimes à la pose de cinq corps-morts.

2/ Le bénéficiaire se conformera aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents habilités par le territoire, notamment en ce qui concerne la protection du milieu naturel.

3/ Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

La S.A. Industrie et tourisme sous-marin fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard, tout recours contre le territoire.

4/ Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation temporaire sans le consentement écrit du territoire.

5/ La S.A. Industrie et tourisme sous-marin respectera l'intégralité des recommandations de l'école pratique des hautes études et relatives au mouillage des cinq corps-morts.

6/ Enfin, à l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire enlèvera, à ses frais et sous sa responsabilité, toutes les installations sans aucune indemnité.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, est fixée à *cinquante mille francs CFP* (50.000 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions prévues ci-dessus et après commandement d'exécution demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous les dommages et intérêts.

NOR : DOM9600630AC

**Par arrêté n° 477 CM du 14 mai 1996.**— Est autorisé le transfert, au profit de l'E.U.R.L. "Tinorua et Cie", de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public routier sis au lieu dit Outumaoro, commune de Punaauia, accordée à M. Edgar Tinorua par arrêté n° 248 CM du 28 février 1996.

NOR : DOM9600637AC

**Par arrêté n° 478 CM du 14 mai 1996.**— Est accordée, au profit de M. Punua Frédéric Tamaehu, à titre précaire et révocable à tout moment, pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction, avec terme maximum de 9 années, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 5.000 m<sup>2</sup>, sis dans la zone Papiro face à la terre Teavatia, lot n° 728, à Avatoru, commune de Rangiroa.

Cette autorisation d'occupation est consentie aux clauses et conditions suivantes, toutes de rigueur, savoir :

1/ Le bénéficiaire affectera exclusivement l'emplacement maritime à l'implantation d'un parc à poissons à vocation touristique.

Les installations doivent être balisées de manière visible et ne pas gêner le passage habituel des embarcations.

2/ Le bénéficiaire se conformera aux prescriptions techniques que pourront lui faire tenir les agents habilités par le territoire et en particulier du service de la mer et de l'aquaculture et de la délégation à l'environnement, notamment en ce qui concerne la matérialisation de l'emplacement et la protection du milieu naturel.

3/ Il s'engage à accepter la visite de ses installations par les agents habilités par le territoire, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou de celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant.

4/ Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard, tout recours contre le territoire.

5/ Enfin, le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement écrit du territoire.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, est fixée à cinquante mille francs CFP (50.000 F CFP).

Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus, après commandement d'exécution demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire sera tenu d'enlever à ses frais et sous sa responsabilité toutes les installations qu'il aura établies sur l'emplacement maritime, sans indemnité.

NOR : EFA9600627AC

**Par arrêté n° 479 CM du 14 mai 1996.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-96 EFAM du 25 mars 1996 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1995 de l'école de formation et d'apprentissage maritime.

NOR : EFA9600628AC

**Par arrêté n° 480 CM du 14 mai 1996.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-96 EFAM du 25 mars 1996 du conseil d'administration de l'école de formation et d'apprentissage maritime portant modification du budget de l'établissement pour l'exercice 1996.

Le budget modifié est arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de :

- section de fonctionnement	: 116.230.000 F CFP
- section d'investissement	: 52.400.000 F CFP
	<b>168.630.000 F CFP</b>

NOR : EFA9600629AC

**Par arrêté n° 481 CM du 14 mai 1996.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération suivante du conseil d'administration de l'école de formation et d'apprentissage maritime :

- délibération n° 4-96 EFAM du 25 mars 1996 ayant pour objet de définir les conditions selon lesquelles l'E.F.A.M. réalise le financement de l'installation d'un simulateur de navigation nécessaire à la formation des élèves.

NOR : DOM960065AC

**Par arrêté n° 505 CM du 14 mai 1996.**— Est affectée provisoirement au profit de la commune de Bora Bora une parcelle de terre domaniale d'une superficie de 4003 m<sup>2</sup> dépendant de la terre Namaha sise à Nunue.

Telle que ladite parcelle figure sur le plan dressé le 5 janvier 1981 par le géomètre A. Ellacott.

Cette affectation est destinée à diverses activités (fêtes, expositions, soirées, etc.).

La municipalité de Bora Bora assurera le gardiennage et l'entretien de ladite parcelle pendant toute la durée de cette affectation dans l'attente de la construction de l'infirmerie prévue.

NOR : THS9600692AC

**Par arrêté n° 508 CM du 15 mai 1996.**— Le budget de l'Office territorial de l'habitat social est modifié comme suit :

Section fonctionnement			
Recettes :	2.044.000.000	Dépenses :	2.171.000.000
Section investissement			
Recettes :	1.320.000.000	Dépenses :	1.193.000.000
Total net			
Recettes :	3.364.000.000	Dépenses :	3.364.000.000

NOR : DPI9600693AC

**Par arrêté n° 509 CM du 15 mai 1996.**— L'avenant n° 2 au contrat de développement Etat-territoire du 4 mai 1994, annexé au présent arrêté, est approuvé. (1)

(1) Il sera publié ultérieurement.

NOR : OPT9600638AC

**Par arrêté n° 510 CM du 15 mai 1996.**— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes, adoptées le 15 décembre 1995 par le conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications :

- n° 95-21 relative à l'octroi de réductions sur les tarifs de vente de terminaux commercialisés par l'Office ;
- n° 95-22 relative à la commercialisation des commutateurs d'entreprise ;
- n° 95-23 relative à la modification des modalités de commercialisation du service kiosque téléphonique "Audiotel" ;
- n° 95-24 relative à la nouvelle offre de tarification Transpac ;
- n° 95-25 relative à la modification des tarifs du produit Numéris,

jointes en annexe au présent arrêté.

#### Délibération n° 95-21 du 15 décembre 1995

Article 1er.— En fonction du nombre de terminaux vendus à une même entreprise ou à une même entité juridique, une réduction de 5 à 20 % sur le prix de vente à l'unité peut être accordée conformément aux dispositions suivantes :

- de 5 à 9 terminaux vendus : réduction de 5 % ;
- de 10 à 19 terminaux vendus : réduction de 10 % ;
- pour 20 terminaux vendus et plus : réduction de 20 %.

Ces réductions sont réalisées sous condition qu'il s'agisse du même type de terminal et sur décision spécifique du directeur général.

*Délibération n° 95-22 du 15 décembre 1995*

Article 1er.— L'Office commercialise l'autocommutateur d'entreprise de la société Discofone : le microcommutateur "1208 IS" dont les principales fonctionnalités sont les suivantes :

- raccordement sur un accès de base Numéris (TO) ou sur 2 lignes analogiques permettant le raccordement de 6 postes téléphoniques internes ;
- fonction de transmission de données possible via un interface SO ;
- fonction de messagerie vocale.

Art. 2.— Les modalités de commercialisation de cet autocommutateur d'entreprise Discofone "1208 IS" sont les suivantes :

1) *Tarifs de vente et de location-entretien (en F CFP)*

Désignation	Tarif à la vente	Entretien Redevance mensuelle	Tarif mensuel de la location-vente	
			Abonnement d'un an minimum	Abonnement de deux ans minimum
Coffret D "1208 IS", configuration 1 TO + 6 postes, accès de base Numéris (TO).....	130.000	1.100	7.900	5.900
Alimentation secourue.....	16.000	140		
Coffret D "1208 IS", configuration 1 TO + 6 postes + alimentation secourue, fonction messagerie vocale et répondeur (capacité 48 minutes) .....	175.000	1.500	11.400	8.300
Fonction portier .....	13.000	110		
Fonction messagerie vocale et répondeur (capacité 48 minutes) .....	48.000	400		
Carte interface Numéris (SO) .....	31.900	270		
Poste avec afficheur.....	32.000	270		

N.B. : La garantie de l'autocommutateur à la vente est de 12 mois.

2) *Forfait d'installation*

Le forfait d'installation comprend la pose de l'autocommutateur avec le raccordement de 6 prises intérieures.

Coût du forfait d'installation : 20.000 F CFP.

*Délibération n° 95-23 du 15 décembre 1995*

Article 1er.— A compter du 1er janvier 1996, la répartition de la part fixe de la taxe perçue sur les appels à destination des services Audiotel des types 3665 et 3670 est modifiée comme suit :

Nombre d'appels par bimestre	Part du fournisseur de service	Part de l'O.P.T.
du 1er appel au 24.999e appel.....	50 %	50 %
du 25.000e appel au 49.999e appel.....	52 %	48 %
du 50.000e appel au 99.999e appel.....	54 %	46 %
du 100.000e appel au 199.999e appel.....	58 %	42 %
à partir du 200.000e appel.....	65 %	35 %

*Délibération n° 95-24 du 15 décembre 1995*

Article 1er.— La nouvelle tarification du service Transpac, fondée sur de nouveaux modes de facturation, est fixée, comme suit, à compter du 1er janvier 1996 :

1) *Offre service de base : tarif du trafic*

Lors de la souscription ou de la modification de son abonnement Transpac, le client a le choix entre deux modes de facturation de son trafic, en fonction de ses applications.

1.1) *Tarif au circuit virtuel*

a) *Volume*

Trafic local (a)	1,5 F CFP/Ko
Trafic T.O.M. (b)	9 F CFP/Ko

(a) Le tarif local s'applique aux communications échangées à l'intérieur de la Polynésie ;

(b) Le tarif T.O.M. s'applique aux communications entre le réseau Transpac Polynésie et le réseau Transpac métropole et D.O.M.

b) *Durée d'utilisation d'un circuit virtuel commuté (CVC)*

CVC local (a)	1,5 F CFP/mn
CVC T.O.M. (b)	11 F CFP/mn

(a) Le tarif local s'applique aux communications échangées à l'intérieur de la Polynésie ;

(b) Le tarif T.O.M. s'applique aux communications entre le réseau Transpac Polynésie et le réseau Transpac métropole et D.O.M.

1.2) *Liaisons virtuelles unitaires locales*

a) *Liaisons virtuelles unitaires (LVU)*

Ce tarif s'applique pour le tarif entre un site A et un site B. Pour souscrire à ce service, le client payeur doit adresser un bon de commande par LVU entre A et B. L'ensemble du trafic échangé entre A et B lui est facturé. La tarification LVU prend effet le premier jour du mois qui suit la réception de la commande par Transpac et porte sur des mois entiers.

Le prix de la durée ne s'applique pas. Le type de LVU est déterminé automatiquement en fonction de la consommation mensuelle. Les conditions de dégressivité ne s'appliquent pas au trafic des LVU.

*LVU local*

Type de LVU	Plancher FCP/mois	Prix Ko en F CFP
1	27.270	1,2
2	54.540	1,05
3	109.080	0,91
4	218.160	0,74
5	436.320	0,60
6	654.480	0,45

b) *Plafond des LVU*

Un plafond mensuel de facturation est défini pour chaque débit de LVU. En cas de dépassement, celui-ci n'est pas facturé.

Débit de LVU	9.600 b/s	14.400 b/s	19.200 b/s
Plafond mensuel en F CFP	163.620	218.160	259.065

1.3) *Liaisons virtuelles unitaires intercontinentales*

a) *Liaisons virtuelles unitaires intercontinentales T.O.M.*

Ce tarif s'applique pour le tarif entre un site A et un site B. Pour souscrire à ce service, le client payeur doit adresser



[illegible]

NOR : SDR960688AC

**Par arrêté n° 513 CM du 15 mai 1996.**—Par dérogation à l'article 5 de l'arrêté n° 245 CM du 15 mars 1994 relatif aux conditions d'abattage et de préparation des animaux de boucherie et des volailles dans l'archipel des îles du Vent, l'abattage des bovins élevés dans la commune de Moorea-Maiao et destinés à être commercialisés à Tahiti est autorisé dans cette commune à titre exceptionnel pour une durée de 6 mois.

La dérogation est accordée uniquement pour les bovins suivants :

- GBE gros bovins de classe extra ;
- GBA gros bovins de classe A ;
- GBB gros bovins de classe B ;
- F bovins de réforme destinés à la fabrication.

Cette dérogation prendra effet suite à la parution de cet arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les abattages restent soumis aux conditions prévues par l'arrêté n° 744 ER du 5 octobre 1978 relatif aux conditions d'abattage et de préparation des animaux de boucherie sur le territoire de la Polynésie française et sous réserve d'un contrôle sanitaire tel qu'il est défini dans l'arrêté n° 743 ER du 5 octobre 1978 relatif à l'inspection sanitaire des denrées animales originaires du territoire.

Les carcasses seront réfrigérées et transportées conformément aux arrêtés n° 747 ER du 5 octobre 1978 relatif aux modes de conservation et à l'entreposage des denrées périssables et n° 746 ER du 5 octobre 1978 relatif aux conditions d'hygiène du transport des denrées périssables.

NOR : DOM960535AC

**Par arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996.**— Sont approuvés dans leur forme et teneur le cahier des charges applicable aux autorisations d'occupation temporaire de dépendances du

domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire, reproduits en annexe. (1)

(1) Il peuvent être consultés au service des transports interinsulaires et au service des domaines.

NOR : DOM960621AC

**Par arrêté n° 515 CM du 15 mai 1996.**— L'article 2 de l'arrêté n° 358 CM du 10 avril 1996 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Alvanne Manutahi Brothers, est rectifié comme suit :

*Au lieu de :*

"Art. 2.— La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines de Papeete, fixée à 96.000 F CFP, est réduite à 64.000 F CFP une année."

*Lire :*

"Art. 2.— La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines de Papeete, fixée à 104.000 F CFP, est réduite à 62.000 F CFP une année."

NOR : DOM960682AC

**Par arrêté n° 516 CM du 15 mai 1996.**— L'article 1er de l'arrêté n° 416 CM du 29 avril 1996 autorisant l'affectation d'une parcelle domaniale sise dans la zone des 50 pas à Taiohae, commune de Nuku Hiva, au profit du service de l'administration des archipels, est complété de la manière suivante :

"Cette parcelle est déduite de la superficie dont la gestion a été transférée à la commune de Nuku Hiva au terme de l'arrêté n° 2371 DOM du 16 mai 1977."

Le reste est sans changement.

NOR : AEF960682AC

**Par arrêté n° 517 CM du 15 mai 1996.**— Sont acceptées les demandes de permis de travail de :

Nom/Prénom	Nationalité	Employeur	Poste devant être occupé	Date d'effet de l'autorisation de permis de travail
Naoi Kaori	japonaise	Club Méditerranée	accueil trilingue	5 mois pour compter du 15 novembre 1995
Tripe Robert	néo-zélandais	direction des enseignements secondaires	assistant en langue étrangère	8 mois pour compter du 28 septembre 1995
Kong Kam Sing Steven	chinois	restaurant "Tiare Anani"	cuisinier	1 an pour compter du 3 juin 1995
Van Michel Philippe	belge	Tahiti Automobile	technicien formateur en pièces détachées Mercedes et Ford	8,5 mois pour compter du 15 avril 1996 au 31 décembre 1996
Van De Poel Raphael	belge	Club Méditerranée	aide gestionnaire	28 septembre 1995
Samsudin Sarinah	singapourienne	Club Méditerranée	vendeuse boutique	20 octobre 1995
Teixeira Da Silva Eronilda	brésilienne	Club Méditerranée	polyvalent sports	3 octobre 1995
Scholze Teixeira Wagner	brésilien	Club Méditerranée	animateur spectacles	3 octobre 1995
Thompson Michelle	australienne	Club Méditerranée	infirmière	28 septembre 1995
Hattori Kiyotaka	japonais	Meurisse aquaculture	greffeur	29 février 1996
Huang Xianhai	chinois	Vonghes Césarine	greffeur	18 octobre 1995
Seki Masao	japonais	S.C.A. Perrière Pai Moana	greffeur	11 mars 1996
Tsang Dun Fiu	chinois	restaurant "Linda"	cuisinier	8 janvier 1996

Sont refusées les demandes de permis de travail de :

Nom/Prénom	Nationalité	Employeur	Poste devant être occupé	Date d'effet de l'autorisation de permis de travail
Fujimura Takashi	japonais	Kia Ora Tours	directeur administratif	4 janvier 1996
Mitelman Alicia	espagnole	Bora Bora Lagoon Resort	secrétaire attachée à la direction	9 février 1996
Furusawa Takaharu	japonais	Maki Production	assistant chargé de la clientèle/caméraman/monteur vidéo	14 décembre 1995
Tsang née Wong Chun Lan	chinoise	restaurant "Linda"	aide-cuisinier	8 janvier 1996

Les refus des demandes mentionnées au présent arrêté sont justifiés pour des raisons d'ordre social, compte tenu notamment des problèmes actuels liés à la situation de l'emploi en Polynésie française.

NOR : CMA9600670AC

**Par arrêté n° 520 CM du 20 mai 1996.**— Est rendue exécutoire la délibération n° 1-96 CMA du 12 avril 1996 adoptant le budget modificatif n° 1 du Centre des métiers d'art pour l'exercice 1996.

NOR : CMA9600671AC

**Par arrêté n° 521 CM du 20 mai 1996.**— Est rendue exécutoire la délibération n° 2-96 CMA du 12 avril 1996 autorisant le recrutement d'une monitrice au Centre des métiers d'art pour une période de six (6) mois.

NOR : CMA9600672AC

**Par arrêté n° 522 CM du 20 mai 1996.**— Est rendue exécutoire la délibération n° 4-96 CMA du 12 avril 1996 fixant le montant des droits d'inscription pour l'année scolaire 1996-1997.

#### *Délibération n° 4-96 CMA du 12 avril 1996*

Article 1er.— Les droits d'inscription au Centre des métiers d'art pour l'année scolaire 1996-1997 sont fixés à 5.000 F CFP (cinq mille francs CFP).

Art. 2.— La totalité des droits d'inscription doit être solde à la rentrée. Le désistement ou le renvoi d'un élève en cours d'année ne donne lieu à aucun remboursement.

NOR : CMA9600673AC

**Par arrêté n° 523 CM du 20 mai 1996.**— Est rendue exécutoire la délibération n° 7-96 CMA du 12 avril 1996 acceptant la cession gratuite au profit du Centre des métiers d'art du véhicule Renault 21, immatriculé 73219 P.

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**Par arrêté n° 164 PR du 20 mai 1996.**— Une licence "flot-tante" de navigation charter "professionnelle" est attribuée à la société Stardust Marine pour les navires :

- Watteau, Velasquez, Gauguin, Signac, De Vinci, Courbet, Caillebotte, Baudin.

### VICE-PRESIDENCE, MINISTERE DE LA MER, DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

**Par arrêté n° 2315 VP du 15 mai 1996.**— M. Roger Gowen, directeur de la société Les jardins sous la mer et exploitant le Lagoonarium à Punaauia, titulaire d'une autorisation d'occupation d'un emplacement du domaine public maritime, est autorisé à détenir quinze (15) tortues marines des espèces mentionnées à l'article 1er de la délibération n° 90-83 AT du 13 juillet 1990.

M. Roger Gowen est personnellement responsable des tortues marines et des soins qui leur sont apportés.

L'hébergement des tortues marines au sein des installations du Lagoonarium a pour finalité l'information et la sensibilisation des visiteurs et s'inscrit dans le cadre de la protection de ces espèces et de leur environnement.

M. Roger Gowen est habilité à accueillir les tortues marines qui lui sont confiées par le service de la mer et de l'aquaculture et, sous réserve d'en informer le chef de ce service, par les exploitants de parcs à poissons (pêche). En aucun cas, ces transferts ne peuvent être l'objet de transactions à titre onéreux.

Le responsable des tortues marines fournit au service de la mer et de l'aquaculture un rapport annuel sur l'état des tortues marines, les problèmes rencontrés et, de manière générale, tout élément se rapportant à leur situation.

Le service de la mer et de l'aquaculture est fondé à effectuer ou à faire effectuer tout contrôle qu'il juge utile au sein de l'exploitation et à édicter toute mesure qu'il juge nécessaire.

M. Roger Gowen s'engage à respecter ces prescriptions sous peine de retrait de la présente autorisation.

Sur autorisation du chef du service de la mer et de l'aquaculture, il peut être dérogé au nombre, mentionné ci-dessus, de tortues détenues par le titulaire de la présente autorisation en cas de :

- accueil pour un temps déterminé d'animaux en transit ;
- refuge d'animaux recueillis.

## MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

**Par arrêté n° 2311 MFR du 14 mai 1996.**— M. Miroslav Muller, président de l'association Mei'a Rio Pi, dont le siège est situé à Uturoa, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 5.000.000 francs, composé de 5.000 billets à 1.000 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 14 août 1996 à Uturoa.

Le produit de la tombola servira intégralement et exclusivement à financer le réaménagement du stade et l'achat de matériel d'entretien, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants :

1er lot :	1 voiture Fiat Colorado	1.800.000 F CFP
2e lot :	1 frigidaire G.E. 320 l	120.000 F CFP
3e lot :	1 machine à laver 5 kg	80.000 F CFP
4e lot :	1 congélateur caravelle	60.000 F CFP
5e lot :	1 débroussailluse	60.000 F CFP
6e lot :	1 machine à coudre Singer	50.000 F CFP
7e lot :	1 radio K7 Sharp	50.000 F CFP
8e lot :	1 mountain bike	25.000 F CFP
9e lot :	1 mountain bike	25.000 F CFP
10e lot :	1 mountain bike	25.000 F CFP
11e lot :	1 filet de pêche 50 m	12.500 F CFP
12e lot :	1 filet de pêche 50 m	12.500 F CFP

Le montant des lots, soit la somme de 2.320.000 F CFP, devra être déposé à la paierie du territoire au plus tard le jeudi qui précède le tirage.

Par arrêté n° 2312 MFR du 14 mai 1996.— Il est délégué à chaque ministère et par chapitre les crédits de paiement mentionnés dans le tableau n° 6-96 ci-joint en annexe.

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT DELEGATION DES CREDITS DE PAIEMENT 1996  
TABLEAU N° 6-96**

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	Total
PR							7.803.877								7.803.877
AT															0
DESC															0
VP							35.325.000								35.325.000
MSC											2.181.818				2.181.818
MFR	3.000.000														3.000.000
MSA	63.000.000														63.000.000
MEF															0
MEP		31.000.000	51.000.000			12.431.036							10.000.000		104.431.036
MEE				5.859.000											5.859.000
MEC							40.000.000						54.000.000		94.000.000
MAG								22.000.000					33.700.000		55.700.000
MAT															0
Op. com.															0
<b>TOTAL</b>	<b>92.000.000</b>	<b>31.000.000</b>	<b>51.000.000</b>	<b>5.859.000</b>	<b>0</b>	<b>12.431.036</b>	<b>83.128.877</b>	<b>22.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2.181.818</b>	<b>0</b>	<b>97.700.000</b>	<b>0</b>	<b>397.300.731</b>

Par arrêté n° 2323 MFR du 20 mai 1996.— Les articles 2, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté n° 1227 MFR du 12 mars 1996 nommant les régisseurs de la régie de recettes du service des affaires administratives sont modifiés comme suit :

Au lieu de : "..... Mme Maeva Maraetefau et Mme Juliette Teremate....";

Lire : "... Mme Maeva Maraetefau et Mme Rose Pons, secrétaire d'administration, 2e catégorie, 7e échelon."

Vu le faible montant de l'encaisse accordée au régisseur et avec l'accord du payeur du territoire, Mme Maeva Maraetefau est dispensée de cautionnement.

L'article 3 de l'arrêté n° 1227 MFR du 12 mars 1996 est abrogé.

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT,  
DE L'ENERGIE ET DES PORTS**

Par arrêté n° 2214 MEP du 14 mai 1996.— Une partie de l'indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique relative à la terre Hauviri-Hitinia est déconsignée comme suit :

N° réf.	Nom de la terre	Nom des propriétaires ou ayants droit	Indemnité à déconsigner en F CFP
2 (PV 74)	Hauviri-Hitinia	Succession de Inivaiteari a Taea Noëli Temari a Taea René Ariirata a Taea Rudy a Taea Tehani Tuho Neuffer Tapoe Tuho Neuffer Hélène a Taea, épouse Timiona Roger Teroro Natua Succession de Tetuanui Tahimanani a Taea Charles Teritefaaturai Malinovski	308.965 308.965 154.432 77.241 77.241 51.434 51.434 1.235.860

**MINISTERE DE L'ECONOMIE,  
DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT**

ARRETE n° 2338 MEC du 20 mai 1996 convoquant les électeurs de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers.

Le ministre de l'économie, du commerce et de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 80 CM du 20 janvier 1992 modifié portant réorganisation de la Chambre de commerce et de l'industrie de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la "commission électorale" du 29 février 1996,

Arrête :

Article 1er.— Les électeurs consulaires et la "commission électorale" sont convoqués le mardi 1er octobre 1996 pour élire les membres de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers dans les conditions prévues par l'arrêté n° 80 CM du 20 janvier 1992 modifié, précité.

Art. 2.— Le scrutin sera ouvert à 7 h et clos à 17 h.

Art. 3.— Les bureaux de vote sont institués dans la mairie chef-lieu de chacune des 48 communes de la Polynésie française.

Art. 4.— Les maires sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 1996.  
Georges PUCHON.

**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT,  
DE L'URBANISME ET DES TRANSPORTS**

ARRETE n° 167 PR du 20 mai 1996 ordonnant l'élaboration du plan de gestion de l'espace lagunaire et en façade maritime de l'île de Moorea (commune de Moorea-Maiao).

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 101-95 du 20 décembre 1995 du conseil municipal de Moorea,

Arrête :

Article 1er.— Est ordonnée l'élaboration du plan de gestion de l'espace lagunaire et en façade maritime de l'île de Moorea (commune de Moorea-Maiao), dénommé "P.G.E.M." de Moorea.

Cet espace est limité, côté terrestre, par la ligne de rivage symbolisant la limite du domaine public maritime et, côté océanique par une ligne imaginaire indiquant l'isobathe 70 mètres. Cette ligne correspond approximativement à la fin de la plaine sableuse et à la partie supérieure du tombant subvertical.

Il s'agit donc d'un espace incluant :

- la ligne de rivage ;
- le récif frangeant ;
- le chenal ;
- le récif barrière jusqu'à la zone frontale ;
- la pente externe jusqu'à une profondeur d'environ 70 mètres.

Art. 2.— Le vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels et des postes et télécommunications, le ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion sociale des jeunes et de l'environnement, et le ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié au maire de la commune de Moorea-Maiao.

Fait à Papeete, le 20 mai 1996.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le vice-président,  
ministre de la mer,  
du développement des archipels  
et des postes et télécommunications,*  
Edouard FRITCH.

*Le ministre de l'aménagement,  
de l'urbanisme et des transports,*  
Patrick BORDET.

*Le ministre de l'emploi,  
de la formation professionnelle,  
de l'insertion sociale des jeunes  
et de l'environnement,*  
Patrick HOWELL.

**Par arrêté n° 2314 MAT du 14 mai 1996.**— A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 875 CM du 13 août 1987 modifié, le navire Dory est autorisé à desservir l'atoll de Tetiaroa lors de son voyage n° 17-96 du 29 avril 1996 pour un transport d'hydrocarbures.

**Par arrêté n° 2316 MAT du 15 mai 1996.**— Dans le cadre de la réalisation du lotissement "Fortune partie haute extension" par M. Jean-Jacques Lequerré sur la parcelle cadastrée n° 68, section CI, sise à Punaauia, le dossier de recollement des travaux, enregistré au service de l'urbanisme le 9 mai 1996 sous le n° L/95-15 et composé comme suit :

- le cahier des charges établi par Me Dubouché ;
- le plan de recollement des réseaux,

est approuvé.

Une expédition du cahier des charges sera, après formalités de transcription à la conservation des hypothèques, déposée pour archivage aux secrétariats :

- de la mairie de Punaauia ;
- du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

*Communication au public*

Le présent arrêté et le dossier approuvé sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D.141-7 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Punaauia ;
- du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### DECRET du 29 avril 1996 portant acquisition de la nationalité française.

Article 1er.— Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Gong (Lei), né le 15 octobre 1965 à Pékin (Chine), NAT,  
1995 x 4231, dép. 977, Dt. 13.

#### ARRETE INTERMINISTERIEL du 16 avril 1996 fixant les conditions d'établissement et de perception de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 134-4 à R. 134-6 ;

Vu la loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 portant loi de finances pour 1985, notamment son article 57 ;

Vu la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991, notamment son article 125 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

**Arrêtent :**

Art. 1<sup>er</sup>. - La redevance visée à l'article R. 134-4 du code de l'aviation civile est due par l'exploitant de l'aéronef.

Au cas où le nom de l'exploitant n'est pas porté à la connaissance des services responsables des opérations concourant à la perception des redevances, le propriétaire de l'aéronef est réputé être l'exploitant jusqu'à ce qu'il ait établi qu'une autre personne a cette qualité.

Art. 2. - La redevance visée à l'article R. 134-4 du code de l'aviation civile est exigible à l'occasion de chaque décollage effectué à partir d'un aérodrome appartenant au champ d'application de la redevance.

Le champ d'application de la redevance pour l'année N comprend tous les aérodromes respectant les critères suivants :

- les services terminaux de la circulation aérienne y sont assurés par des agents de l'Etat ;
- le trafic annuel non exonéré, calculé en moyenne sur les années N-2, N-3 et N-4, dépasse 5 000 unités de service, ces unités de service étant calculées conformément à l'article 4 ci-après.

La liste des aérodromes correspondant à ce classement est publiée par arrêté du ministre chargé des transports et du ministre chargé du budget.

Art. 3. - Le montant de la redevance due à chaque décollage est égal au produit du taux unitaire de redevance par le nombre d'unités de service.

Le nombre d'unités de service est égal au produit d'un coefficient égal à 1,247 par la masse maximale au décollage inscrite au manuel de vol de l'aéronef, exprimée en tonnes métriques et affectée de l'exposant 0,90.

Lorsque la masse maximale certifiée au décollage de l'aéronef n'est pas connue des organismes de recouvrement, le nombre d'unités de service est établi sur la base de la masse de la version la plus lourde de ce type d'aéronef.

Toutefois, pour un exploitant qui a déclaré aux organismes de recouvrement qu'il dispose de plusieurs aéronefs correspondant à des versions différentes d'un même type, le nombre d'unités de service pourra être déterminé sur la base de la moyenne des masses maximales au décollage de tous ses aéronefs de ce type. Le calcul de cette masse moyenne par type d'aéronef et par exploitant est effectué tous les ans au moins.

Art. 4. - Le taux unitaire est fixé par arrêté du ministre chargé des transports et du ministre chargé du budget.

Art. 5. - Les paiements sont effectués, obligatoirement en francs français, auprès des agents comptables chargés du recouvrement de la redevance pour le budget annexe de l'aviation civile.

Les paiements par chèques sont réputés effectués à la date de réception du chèque par les agents visés à l'alinéa précédent, sous réserve que le chèque soit honoré par la banque du tireur.

En cas de virement effectué au bénéfice du compte de l'établissement bancaire désigné au titre de perception, la date de paiement est réputée celle du jour où le paiement de la redevance a été porté à ce compte.

Les paiements doivent être assortis d'une indication des références, dates et montants en francs français des titres de perception réglés.

Lorsqu'un paiement n'est pas accompagné des indications précédentes, il peut être affecté d'abord aux majorations et intérêts de retard et ensuite aux plus anciens titres de perception impayés.

Le délai s'écoulant entre la date d'émission de la facture et la date limite de paiement est fixé à trente-sept jours pour les factures relatives aux vols au départ des aérodromes métropolitains, y compris la Corse, et à quarante-deux jours pour les factures relatives aux vols au départ des aérodromes des départements et territoires d'outre-mer.

Art. 6. - Le taux des intérêts de retard prévus à l'article R. 134-6 du code de l'aviation civile est fixé au taux légal en vigueur.

Art. 7. - L'arrêté du 9 mars 1990 modifié fixant les conditions d'établissement et de perception de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne est abrogé.

Art. 8. - Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 avril 1996.

*Le ministre de l'équipement, du logement,  
des transports et du tourisme,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général  
de l'aviation civile :

*Le directeur de la navigation aérienne,  
P. JAQUARD*

*Le ministre délégué au budget,  
porte-parole du Gouvernement,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

*Le sous-directeur,  
F. JONCHÈRE*

**ARRETE INTERMINISTERIEL** du 16 avril 1996 fixant le champ d'application et les taux unitaires de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 134-4 à R. 134-6 ;

Vu la loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 portant loi de finances pour 1985, notamment son article 57 ;

Vu la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991, notamment son article 125 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu l'arrêté du 16 avril 1996 fixant les conditions d'établissement et de perception de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne,

**Arrêtent :**

Art. 1<sup>er</sup>. - Le champ d'application de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne (R.S.T.C.A.) comprend les aérodromes dont la liste est jointe en annexe.

Art. 2. - Le taux unitaire plein pour la métropole est de 27,55 F.

Le taux unitaire plein pour l'outre-mer est de 36,68 F.

Le taux unitaire réduit pour l'outre-mer est égal à la moitié du taux plein pour l'outre-mer.

Les aérodromes sur lesquels s'appliquent ces différents taux unitaires et les conditions d'application éventuelles sont présentés en annexe.

Art. 3. - Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 avril 1996.

*Le ministre de l'équipement, du logement,  
des transports et du tourisme,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général  
de l'aviation civile :

*Le directeur de la navigation aérienne,  
P. JAQUARD*

*Le ministre délégué au budget,  
porte-parole du Gouvernement,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

*Le sous-directeur,  
F. JONCHÈRE*

**ANNEXE**

**LISTE DES AÉRODROMES  
SOUMIS À LA R.S.T.C.A. POUR L'ANNÉE 1996**

**Aérodromes soumis au taux unitaire plein pour l'outre-mer**  
Tahiti-Faaa.

## Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs du Trésor public

Des concours sont organisés par la direction de la comptabilité publique pour le recrutement de contrôleurs du Trésor public.

### I. - Conditions d'admission à concourir

Outre les conditions générales requises pour l'accès aux emplois publics de l'Etat (nationalité française, aptitude physique...), les candidats doivent remplir les conditions particulières ci-après :

#### a) Concours externes :

Etre âgé de moins de quarante-cinq ans au 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Cette limite d'âge est reculée :

- pour tous les candidats, d'un an par enfant ou personne handicapée à charge, ou par enfant élevé pendant neuf ans jusqu'à sa seizième année ;
- pour les candidats ayant accompli leurs obligations au regard du service national, d'un temps égal à celui passé effectivement dans le service national actif ;
- dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires, en faveur de certaines catégories de candidats (anciens militaires, personnes n'ayant plus la qualité de travailleur handicapé, anciens sportifs de haut niveau).

En outre, cette limite d'âge n'est pas opposable aux femmes dans l'obligation de travailler (mères de famille de trois enfants et plus, veuves non remariées, femmes divorcées et non remariées, femmes séparées judiciairement, femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge), aux personnes reconnues travailleurs handicapés par la Cotorep et déclarées aptes aux fonctions postulées et aux sportifs de haut niveau ;

Etre titulaire du baccalauréat, d'un diplôme homologué au niveau IV en application des dispositions du décret n° 92-23 du 8 janvier 1992 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique ou de l'un des titres ou diplômes figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 25 novembre 1985, modifié par l'arrêté du 11 mai 1993 (J.O. des 30 novembre 1985 et 20 mai 1993).

Peuvent en outre être autorisés à concourir les candidats titulaires d'un diplôme équivalent délivré par un des Etats membres de la Communauté européenne autre que la France et dont l'assimilation au baccalauréat aura été reconnue par la commission prévue par le décret du 30 août 1994.

Cette condition de diplôme n'est pas opposable aux mères de famille de trois enfants et plus ainsi qu'aux sportifs de haut niveau figurant sur la liste prévue à l'article 26 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 (J.O. du 17 juillet 1984).

#### b) Concours internes :

Avoir la qualité de fonctionnaire ou d'agent public du ministère de l'économie et des finances et compter, au 1<sup>er</sup> janvier 1996, trois ans six mois au moins de services publics effectifs, le temps effectivement accompli au titre du service militaire obligatoire ou du service national actif venant, le cas échéant, en déduction de ces années.

Cependant, le statut particulier des contrôleurs du Trésor public prévoyant une période de scolarité obligatoire et une obligation de servir l'Etat pendant cinq ans, une limite d'âge spécifique demeure opposable aux candidats du concours interne de contrôleur du Trésor public, conformément à l'article 2 du décret n° 90-709 du 1<sup>er</sup> août 1990 (J.O. du 11 août 1990). Ne pourront être admis à participer à cette sélection que les agents susceptibles d'avoir satisfait à l'obligation de service ci-dessus, à la date d'entrée en jouissance immédiate de la pension.

### II. - Nombre de postes offerts

Le nombre total des postes offerts aux concours est fixé à 345, répartis de la manière suivante, en fonction de la nature du concours :

CONCOURS	AFFECTATION	
	Nationale	Ile-de-France
Concours externe.....	68	139
Concours interne.....	46	92

En outre, 94 postes seront offerts aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et 29 postes aux travailleurs handicapés.

Les postes non pourvus par ces catégories de candidats s'ajouteront aux emplois à pourvoir par voie de concours.

### III. - Choix du concours

Les candidats doivent opter dès l'inscription soit pour le concours à affectation nationale, soit pour le concours à affectation en Ile-de-France.

### IV. - Dates des épreuves

	CONCOURS externes	CONCOURS internes
Préadmissibilité (Q.C.M.).....	4 septembre 1996	(Néant)
Admissibilité.....	6 et 7 novembre 1996	1 <sup>er</sup> et 2 octobre 1996

### V. - Date limite de dépôt ou d'envoi des dossiers d'inscription

Le 28 mai 1996 (le cachet de la poste faisant foi).

### VI. - Organisation des concours et programme des épreuves

L'arrêté du 15 février 1994 (publié au J.O. du 12 mars 1994), modifié par l'arrêté du 27 avril 1995 (publié au J.O. du 5 mai 1995), fixe la nature et le programme des épreuves des concours pour l'emploi de contrôleur du Trésor public.

L'arrêté du 24 octobre 1994 (publié au J.O. du 27 octobre 1994) fixe les conditions d'organisation des concours et examens professionnels de recrutement ou de qualification informatique dans les services déconcentrés du Trésor.

### VII. - Services auxquels peuvent s'adresser les candidats

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats peuvent s'adresser au trésorier-payeur général de leur département de résidence et, pour Paris exclusivement, au receveur général des finances, trésorier-payeur général de la région Ile-de-France, 19, rue Scribe, 75436 Paris Cedex 09. Ils peuvent consulter également le Minitel : 36-16, code TRESOR (1,01 F T.T.C. la minute).

## ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

### SERVICE DE L'URBANISME

#### PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

#### CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 585 MAT

Réf. : - Arrêté n° 7078 MAT.AU du 19 décembre 1995 ;  
- Arrêté n° 2316 MAT du 15 mai 1996.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant la réalisation par M. Jean-Jacques Lequerré du lotissement Fortune partie haute extension, sur la parcelle cadastrée n° 68, section CI, sise à Punaauia, ayant été accomplies pour les trois (3) lots n° 5 à n° 7, le présent certificat, prévu à l'article D. 141-8 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 20 mai 1996.  
Le ministre de l'aménagement,  
de l'urbanisme et des transports,  
Patrick BORDET.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

**S.N.C. SANQUER ET CIE ENSEIGNE COMMERCIALE SEE**  
**S.N.C. au capital social de 1.500.000 F CFP**  
**P.K. 30,800, PAPARA**  
**R.C.S. n° 506 B**

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 25 octobre 1983, les associés ont décidé de nommer M. Gérard Noël en tant que cogérant de la société.

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 23 mai 1996, les associés ont constaté la démission de Mme Sanquer Ethel en tant que gérante de la société et décidé de nommer M. Eric Sanquer en tant que cogérant de la société.

En conséquence, l'article 14 des statuts sera rédigé désormais comme suit :

**Art. 14.** — La société est administrée par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés.

Les gérants de la société sont MM. Eric Sanquer et Gérard Noël.

Les gérants sont nommés par une décision unanime des associés.

Les gérants agissent séparément pour la société.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis,*  
 Le représentant légal.

**COGEP**  
**Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée**  
**au capital de 1.000.000 F CFP**  
**Siège social : Centre Vaima, bureau 105, Papeete, Tahiti**  
**R.C. PAPEETE n° 5098 B**  
**N° TAHITI 297986**

L'associé unique, après avoir constaté la démission de Mlle Frédérique SAVIGNARD de ses fonctions de gérant non associé prenant effet à compter du 1er mai 1996, décide de nommer M. Stéphane GLAVINAZ, demeurant à Faava, route des Maraichers, en remplacement du gérant démissionnaire à compter de cette même date.

D'où les mentions suivantes :

*Ancienne mention*  
 Gérante : Mlle Frédérique SAVIGNARD.

*Nouvelle mention*  
 Gérant : M. Stéphane GLAVINAZ.

*Pour avis,*  
 Le gérant.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,**  
**notaire à Papeete, 11, avenue Bruat**

**FARE TOAROTU RAHI**  
**Société civile au capital de 100.000 F CFP**  
**Siège social : PUNAAUIA, lotissement TOAROTU RAHI**  
**Lot C 10**  
**R.C.S. : PAPEETE N° 4262 C**

*Démission de gérants et transfert de siège social*

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire de la société en date du 21 mai 1996, M. et Mme Pierre MERLY ont déclaré démissionner de leur qualité de gérants de la société et les associés ont nommé comme nouveaux gérants M. et Mme Cyrille SERRA.

Aux termes de la même assemblée, les membres de la société ont décidé de modifier l'article 4 des statuts relatif au siège social de la société qui sera désormais fixé à Punaauia, P.K. 9,600, côté montagne, résidence Lotus, lot 50.

*Anciennes mentions*  
*Gérants : M. Pierre François MERLY et Mme Fabienne Michelle Geneviève DAUSQUE, son épouse.*  
*Siège : Punaauia, lotissement Toarotu Rahi, lot C 10.*

*Nouvelles mentions*  
*Gérants : M. Cyrille Jacques SERRA et Mme Valérie Pascale Caroline GALANO, son épouse.*  
*Siège : Punaauia, P.K. 9,600, côté montagne, résidence Lotus, lot 50.*

*Pour avis et mention,*  
 Bernard BRUGGMANN, notaire.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,**  
**notaire à la résidence de PAPEETE (Ile de Tahiti)**

**S.C.I. "AMELOT"**  
**Société civile immobilière**  
**Capital : 400.000 F CFP**  
**Siège social : 44, rue de Fleury, 92140 CLAMART**  
**R.C.S. NANTERRE D 398 699 736**  
**(94 D 00974)**

*Transfert du siège social*

Aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 21 mai 1996, il a été décidé de transférer le siège de la société de 44, rue de Fleury 92140 CLAMART à PAPEETE, à l'angle de la rue Gauguin et du boulevard Pomare (B.P. 47 PAPEETE), pour compter du jour de l'assemblée générale dont s'agit.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.



*Ancienne mention*

*Siège social* : 44, rue de Fleury, 92140 CLAMART.

*Nouvelle mention*

*Siège social* : PAPEETE, à l'angle de la rue Gauguin et du boulevard Pomare (B.P. 47 PAPEETE).

*Pour avis et mention,*  
Bernard BRUGGMANN, notaire.

**Etude de Mes GIAU-LAU-JACQUET**  
**Avocats à Papeete**

Aux termes d'un acte reçu par Me BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 20 mars 1996, M. et Mme Daniel TEROOATEA, demeurant ensemble à Mahina, P.K. 11,800, côté mer, île de Tahiti, ont décidé d'adopter le régime de la séparation de biens pure et simple.

Cet acte sera soumis à l'homologation du tribunal civil de première instance de Papeete.

*Pour mention,*  
Me Thierry JACQUET,  
Avocat.

**ANNONCES DIVERSES**

**COOPERATIVE DE L'ECOLE SAINTE-ANNE DE ATUONA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(2 avril 1996)

Président : SHAN Joseph  
Secrétaire : RAIHAUTI Eliane  
Trésorière : DE SOUSA Marguerite  
Trésorière adjointe : CHIMIN Patricia  
Contrôleur aux comptes : JAMET Marcelline

**ASSOCIATION SPORTIVE PHENIX**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(28 mars 1996)

Président : JOUEN Sylvain  
Vice-président : LECHAIX Pierre  
Secrétaire : SIU Alain  
Secrétaire adjoint : HUI Heinrich  
Trésorier : LEE WING François  
Trésorier adjoint : PONS Christian  
Membres : JOUEN François  
JORDAN Emile  
YOU René  
WONG Pascal

**LA CROIX-ROUGE**  
**COMITE LOCAL DE POLYNESIE FRANÇAISE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(16 février 1996)

Présidente : HINTZE-DUSSELDORP Atée  
Vice-présidents : CORMIER Alexandre  
CALATAYUD Yvon  
DEGAGE Irène  
Secrétaire : FULLER Elisabeth  
Trésorière : CHECHILLOT Gynette

**SYNDICAT DES AGRICULTEURS ET CULTIVATEURS**  
**DE MATAIEA NUUTAFARATEA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(17 mars 1996)

Présidents d'honneur : EBB Tinomana  
DOOM Victor  
DOOM Frenki  
TERE Faeta  
IORSS Auguste  
Président : ARIIOEHAU Alfred  
Vice-présidents : OTARE Tara  
PIHAATAE Opura  
Secrétaire : MANEA Bernadette  
Secrétaire adjointe : PIHAATAE Christine  
Trésorier : TEROROTUA Robert  
Trésorière adjointe : TUARIHIONOA Diana  
Commissaires aux comptes : ARIIOEHAU Martial  
AUMERAN Armand  
FLORES Dolorès  
TEPA Calixte  
TEHUIOTOA Guy

**ASSOCIATION SPORTIVE JEUNESSE MARQUISIENNE**  
**DE TAIOHAE**  
(Section volley-ball)

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(2 avril 1996)

Présidente : KAUTAI Jeanne  
Vice-président : NAKEAETOU Charles  
Secrétaire : TETOHU Jeanne  
Secrétaire adjoint : GENDRON Georges  
Trésorière : DESCOUBES Rahera  
Trésorière adjointe : TAATA Thilda  
Entraîneur : PAEHI Marina

**ASSOCIATION SPORTIVE TIU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(30 mars 1996)

Président : VAKI Roger  
Vice-présidents : BONNO Jean  
MITITAI Ferdinand  
TEIKIOTIU Olive  
Secrétaire : VAKI Félicité  
Secrétaire adjointe : UTIPUTONA Iris  
Trésorier : TEIKIOTIU Pierre  
Trésorier adjoint : TERRIER Xavier

**ASSOCIATION SPORTIVE TAHATIRI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(18 avril 1996)

Président : GOODING Orizon  
Vice-présidents : TETAUIRA Moïse  
AITAMAI Samuel  
Secrétaire : MATOHI Henriette  
Secrétaire adjoint : HAUARIKI François  
Trésorier : LEBIHAN Yvon  
Trésorier adjoint : REY Georges  
Assesseur : PENEHATA Ioane  
Commissaire aux comptes : STERGIOS Alexis

**ASSOCIATION TAMARII MAEVA NUI***Modification des statuts*

L'association TAMARII MAEVA NUI a aussi pour objet :

- la protection de l'environnement ;
- la défense des droits de l'homme.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(1er avril 1996)

Présidents d'honneur	:	TEKURIO Haerenoa PIHA Emile
Président	:	DELORD Charles
Vice-président	:	MAITERAI Vincent
Secrétaire	:	TEUIRA-FAATAU Alice
Secrétaire adjoint	:	TUUA Jean-Louis
Trésorier	:	FAATAU Clet
Trésorier adjoint	:	TAINANUARII Firmin

*Création de la section des femmes*

**COMPOSITION DU BUREAU :**  
(1er avril 1996)

Présidente	:	HIRO Tetuvahine
Vice-présidente	:	MARE Marietta
Secrétaire	:	TEUIRA-FAATAU Alice
Secrétaire adjointe	:	MAITERAI Simone
Trésorière	:	TAINANUARII Maria
Trésorière adjointe	:	ITCHNER Rereman

*Création de la section des jeunes*

**COMPOSITION DU BUREAU :**  
(1er avril 1996)

Président	:	MAITERAI Vincent
Vice-président	:	TUFAIMEA Hubert
Secrétaire	:	TEIHO Benjamin
Secrétaire adjoint	:	TUUA Jean-Louis
Trésorier	:	MAITERAI Gérard
Trésorier adjoint	:	TEFAATAUMARAMA Timiona

**ASSOCIATION TAATIRAA HUMA MERO**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(2 mars 1996)

Présidente	:	KAMIA Henriette
Vice-présidents	:	TEAPEHU Tama CAUSSE Valérie
Secrétaire	:	TEIKITEKAHIOHO Catherine
Secrétaire adjoint	:	VANAA Lazare
Trésorier	:	SAMBA Babakar
Trésorier adjoint	:	ELLACOTT James
Assesseeurs	:	CHEE AYE Micheline AIE Arsène

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE APATEA**

**RENOUVELEMENT DU BUREAU :**  
(9 février 1996)

Présidente	:	NAVARRO Jeanne
Vice-président	:	LEMAIRE Patrick
Secrétaire	:	MAUCO Marie-Hélène
Trésorière	:	KIENLEN Colette
Trésorière adjointe	:	LIANT Olga

**FEDERATION TAHITIENNE DE BASKET-BALL***Modification des statuts*

La Fédération Tahitienne de Basket-ball comprend les sept (7) ligues ci-après : la ligue de Tahiti, la ligue de Tahiti Nui, la ligue de Moorea, la ligue des îles Sous-le-Vent, la ligue des îles Marquises, la ligue des Tuamotu-Gambier et la ligue des îles Australes.

Ces ligues, sous réserve du droit de contrôle attribué au comité fédéral, jouissent de l'autonomie administrative, financière et sportive dans le cadre des statuts, règlements et décisions de la fédération auxquels elles doivent se conformer.

Elles ne peuvent exercer aucun droit d'appel des décisions fédérales, et n'avoir de relations avec les organismes internationaux ou métropolitains autrement que par l'intermédiaire de la fédération.

La dissolution de la ligue ne peut être prononcée que par la Fédération Tahitienne de Basket-ball convoquée spécialement à cet effet.

Le comité fédéral chargé des pouvoirs de direction est composé de dix-sept (17) à vingt-quatre (24) membres.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(27 janvier 1996)

Président d'honneur	:	
et membre	:	CHAVEZ Lewis
Président	:	CHAVEZ Ronald
Vice-président délégué	:	LANGY Hubert
Vice-présidents	:	TEINAORE David VILLANT Pierre
Secrétaire	:	CHEUNG Freddy
Secrétaire adjoint	:	MARERE Jean-Marie
Trésorier	:	AMO Omera
Trésorier adjoint	:	TROMPETTE Serge
Membres	:	AMARU Hans ANIHIA Emile ARIOEHAU Nathalie CHEUNG Fernand GREIG Alphonse LEBITOUX Claude OTOMIMI Charles RICHMOND Steven MAOPI Joël MARITERAGI Tavahia NENA Victor NORDMAN Jacinthe THUNOT Rosina VIRIAMU Joseph

**UNION SPORTIVE DE PAPEETE**  
(Création de la section volley-ball)

**COMPOSITION DU BUREAU :**  
(10 avril 1996)

Président	:	ESTALL William
Vice-président	:	TEIHO Patrick
Secrétaire	:	TUIHAA Sylvia
Secrétaire adjoint	:	LO-SHING Jeannot
Trésorier	:	ESTALL James
Trésorier adjoint	:	HEITAA Michel

# ASSOCIATION TERRITORIALE DES CEMEA DE POLYNESIE

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (29 mars 1996)

Présidente	: GARAND Mylène
Vice-présidente	: TERIEROOITERAI Ilda
Secrétaire	: ROSSO Nathalie
Secrétaire adjoint	: TENDRAIEN Michel
Trésorière	: TEUIRA Maryline
Trésorier adjoint	: RAGIVARU Benjamin

## RESULTATS DE LA TOMBOLA DE L'ASSOCIATION TAATIRAA HUMA MERO

(Tirage effectué le 26 avril 1996)

1er lot n° 41.923	1 billet A/R PPT/Paris/PPT
2e lot n° 17.417	1 billet A/R PPT/Auckland/PPT
3e lot n° 55.218	1 billet A/R PPT/San Francisco/PPT
4e lot n° 15.559	1 billet A/R PPT/Los Angeles/PPT
5e lot n° 26.603	1 tableau
6e lot n° 31.481	1 tableau
7e lot n° 17.881	1 billet A/R PPT/Rangiroa/PPT
8e lot n° 26.196	1 pendentif perle
9e lot n° 41.846	1 sculpture
10e lot n° 16.836	1 sculpture
11e lot n° 43.586	1 tableau
12e lot n° 25.320	1 nuit pour 2 personnes, 1 repas pour 2 personnes (Tahiti Resort Hôtel)
13e lot n° 57.399	1 brunch tahitien pour 2 personnes (Hôtel Beachcomber Parkroyal)
14e lot n° 38.603	1 tamaara'a pour 2 personnes (Hôtel Maeva Beach)
15e lot n° 21.368	1 umete
16e lot n° 31.795	1 perle
17e lot n° 32.729	1 montre
18e lot n° 13.806	1 tifaifai patchwork
19e lot n° 11.470	1 montre fantaisie + pendentif en corail noir
20e lot n° 23.526	1 paire de boucles d'oreilles + tiki en corail noir

## ASSOCIATION DE MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS

### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (27 mars 1996)

Président	: BERNADINO Sam
Vice-présidents	: RIVAL Jean-Yves TAURU Martial
Secrétaire	: OLLIVIER Thierry
Secrétaire adjoint	: PAPON Daniel
Trésorier	: TUHEIAVA Laurence
Trésorier adjoint	: THEBAULT Joseph
Relations publiques et activités	: TEIHOTUA Jacky DUPONT Guy QUIATOL Just

## ASSOCIATION DES JEUNES DE MAHINA

(Révisé n° 1234-96 MFR/AA du 10 mai 1996)

### Extraits de statuts

L'association dite "ASSOCIATION DES JEUNES DE MAHINA", fondée le 23 avril 1996, a pour objet :

- la pratique des activités physiques, sportives, culturelles et socio-éducatives ;
- d'organiser des activités ayant pour but de préserver les

liens amicaux entre les membres de l'association et tous les jeunes de Mahina ;

- d'informer les jeunes des mesures existantes dans tous les secteurs (réseau d'information) ;
- responsabiliser les jeunes par le biais du sport, de la danse, du chant... ;
- la prise de conscience que l'on s'occupe d'eux.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à MAHINA, P.K. 10,5. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

### COMPOSITION DU BUREAU:

Président	: TAUPUA Christian
Vice-président	: TAPAO Rooarii
Secrétaire	: ARAI Maruata
Secrétaire adjointe	: MATAIHO Sandrine
Trésorier	: ASIN Kelly
Trésorière adjointe	: TEROOATEA Eva
Assesseurs	: HEUEA Vatea MARAE TEFAU Robert PEU Claude VAEA Léphisini RAURAHU Pierrot TEIPOARII Anthony RAUFAUORE Ratina
Commissaire aux comptes	: SUARD Robert

## ASSOCIATION BARSINAS HONUTAUPTU ET FILS

(Révisé n° 1239-96 MFR/AA du 10 mai 1996)

### Extraits de statuts

L'association dite "BARSINAS HONUTAUPTU ET FILS", fondée le 8 mars 1996, a pour objet de promouvoir toutes les activités liées à la mise en valeur du domaine "Honu Barsinas", sis à TAHUATA d'une superficie de 347 ha 26 ca 5 a, P.V. de bornage n° 249, au travers de l'agriculture et de l'élevage, et la protection de toutes espèces animales et végétales se trouvant sur le domaine.

Toutes personnes étrangères, à quelques titres que ce soit, ne pourront pratiquer la chasse seules ou au moyen de chiens de chasse, ainsi que toute autre activité sur le domaine, sans avoir, au préalable, demandé la permission de l'association.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à Punaauia, P.K. 13,100, côté montagne, au domicile du président, à titre provisoire, et pourra à tout moment être transféré en un autre point du territoire sur décision de l'assemblée générale.

### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: BARSINAS François BARSINAS Joseph
Président	: BARSINAS Hivatete
Vice-président	: BARSINAS Sébastien
Secrétaire	: BARSINAS Tatiana
Secrétaire adjoint	: COWAN Frédo
Trésorier	: COWAN Jean-Pierre
Trésorier adjoint	: TETAHIOTUPA Philippe
Assesseurs	: BARSINAS Wilfred TETAHIOTUPA Jacques COWAN Yannick

**ASSOCIATION TAMATAUA A TEIVA**

(Récépissé n° 1319-96 MFR/AA du 20 mai 1996)

**Extraits de statuts**

Entre tous ceux qui adhèrent au présent statut, il est constitué le 13 janvier 1996 une association nommée : TAMATAUA A TEIVA.

Le siège social de l'association est fixé à HAAMENE.

L'association est constituée pour une durée illimitée.

Le but de l'association est d'agir en faveur du développement et de la protection des biens familiaux et autres.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	:	TEMATAUA François
Vice-président	:	TAIPUNU Temana
Secrétaire	:	TEHAAI Teataura
Secrétaire adjointe	:	TEMATAUA Ginette
Trésorier	:	TIHOTITEHEI Pere
Trésorière adjointe	:	TEMAURI Agnès

**ASSOCIATION FLYING TOASTER**

(Récépissé n° 1299-96 MFR/AA du 20 mai 1996)

**Extraits de statuts**

L'association "FLYING TOASTER", fondée le 21 avril 1996, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives, et en particulier la pratique de tous sports aériens (parapente, paramoteur, delta...), ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à l'aéroport de Huahine, chez M. FULLER. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur, la ratification par l'assemblée sera nécessaire.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	:	FULLER Gilles
Vice-président	:	WILLEMIN Franck
Secrétaire	:	TEXIER Sophie
Secrétaire adjoint	:	TEIHOTAATA Albéric
Trésorier	:	GOUPIL Guillaume
Responsable des sites	:	CHONG Jean-Marc

**ASSOCIATION FAMILIALE METUAINE**

(Récépissé n° 1233-96 MFR/AA du 10 mai 1996)

**Extraits de statuts**

Le 29 avril 1996, les membres soussignés, sur réunion constitutive, ont décidé de créer une association, loi 1901, ayant pour nom : Association familiale METUAINE.

Ses objectifs consistent à :

- défendre le patrimoine foncier familial en agissant dans toutes les affaires relatives à la succession de ses membres ;

- promouvoir dans le quartier, mais prioritairement sur le domaine familial, la vie associative basée sur l'initiative dans la solidarité par des activités éducatives dans les domaines divers de :

- la connaissance du site, des terres riveraines et des plantes ;
- la convivialité, la propreté, la plantation, l'animation sportive, l'animation culturelle ;
- organiser l'ouverture sur l'extérieur par :
  - des contacts avec d'autres associations ou groupes ;
  - des voyages ;
- combattre l'alcoolisme, les stupéfiants (paka).

Sa durée est illimitée.

Son siège social est situé route de Tefaaaroa, P.K. 6,300, côté montagne, Arue.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente	:	MARUOI Doris
Secrétaire	:	SEINO Lysiane
Trésorière	:	TEHAHE Jeannie

**ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT  
DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE LA BASSE VALLEE  
DE LA PUNARUU**

(Régularisation d'insertion)

**Extraits de statuts**

Il est formé le 14 novembre 1984 une association syndicale libre régie par les lois du 21 juin 1865, 22 décembre 1888 et 15 décembre 1902, par les textes subséquents et par les présents statuts ; ainsi que par tout texte qui pourrait être promulgué sur le territoire avant la signature du premier acte de vente et qui aurait le même objet.

L'association a pour objet :

- de veiller à l'application du présent cahier des charges et de statuer sur les éventuelles modifications de celui-ci ;
- de s'approprier les éléments d'équipements communs ;
- de gérer et d'entretenir les espaces, voies et ouvrages communs ;
- de fixer le montant de la contribution des membres aux frais de gestion et d'entretien de ces ouvrages et voies communes et de la recouvrer.

L'association sera dénommée "Association Syndicale des Propriétaires de la Zone Industrielle de la Basse Vallée de la Punaruu".

Son siège est fixé à Punaauia, zone industrielle de la basse vallée de la Punaruu.

La durée de la présente association syndicale est illimitée.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Président	:	MARTIN Jean-François
Vice-président	:	LE CAILL Albert
Contrôleur des comptes	:	THEVENON Christophe
Membres	:	SOLIA Albert HART Steven

**ERRATUM**

Le tableau suivant remplace celui paru au J.O.P.F. n° 20 du 16 mai 1996, page 788.

**CREDIPAC POLYNÉSIE**

S.A. au capital de 283.866.000.000 F CFP  
R.C. PAPEETE 569 B - N° TAHITI : 041848  
Siège social : rue F. Cardella - PAPEETE (TAHITI)

BILAN au 31 décembre 1995

(en F CFP)

ACTIF	MONTANTS		PASSIF	MONTANTS	
	31/12/95	31/12/94		31/12/95	31/12/94
Caisse, banques centrales, C.C.P. ....	23.953.634	29.862.770	Dettes envers les établissements de crédit .....	1.386.886.835	1.590.592.019
Créances sur les établissements de crédit .....	1.039.523	1.477.147	- A vue .....	314.979.821	388.742.019
- A vue .....	1.039.523	1.477.147	- A terme .....	1.071.907.014	1.201.850.000
Créances sur la clientèle .....	660.950.798	688.428.561	Comptes créditeurs de la clientèle .....	5.686.616	7.358.489
- Autres concours à la clientèle .....	660.950.798	688.428.561	- Autres dettes .....	5.686.616	7.358.489
Participations et activités de portefeuille .....	25.000.000	25.000.000	Autres passifs .....	1.447.223	1.321.053
Crédit bail et location avec option d'achat .....	1.395.991.025	1.547.265.064	Comptes de régularisation .....	72.221.440	85.666.493
Immobilisations incorporelles .....	18.630.251	19.742.065	Fonds pour risques bancaires généraux .....	5.645.754	6.264.608
Immobilisations corporelles .....	6.842.206	5.787.308	Capital souscrit .....	283.866.000	232.254.000
Autres actifs .....	900.154	2.995.801	Prime d'émission .....	23.742.000	23.742.000
Comptes de régularisation .....	1.251.090	661.127	Réserves .....	91.613.400	142.500.000
			Report à nouveau .....	198.280.221	161.347.706
			Résultat de l'exercice .....	65.169.192	70.173.475
<b>TOTAL ACTIF .....</b>	<b>2.134.558.681</b>	<b>2.321.219.843</b>	<b>TOTAL PASSIF .....</b>	<b>2.134.558.681</b>	<b>2.321.219.843</b>
<b>HORS-BILAN</b>			Certifié conforme : <b>G. EHRHART,</b> <i>Directeur général.</i>		
Engagements reçus d'établissements de crédit ...	415.137.413	522.862.827			

## BANQUE PARIBAS POLYNESIE

S.A. au capital de XPF 506.250.000

R.C. PAPEETE 2456 B

Siège social : Boulevard Pomare - PAPEETE

Bilan au 31 décembre 1994 et 1995 (en milliers de F CFP)

ACTIF	1994	1995	PASSIF	1994	1995
Caisse, banques centrales, C.C.P. ....	288.242	305.007	Banques centrales, C.C.P. ....		
Créances sur les établissements de crédit ....	1.860.078	3.491.197	Dettes envers les établissements de crédits ....	755.443	520.039
- A vue ....	748.327	670.503	- A vue ....	90.108	73.477
- A terme ....	1.111.751	2.820.694	- A terme ....	665.335	446.562
Créances sur la clientèle ....	8.756.703	6.775.550	Comptes créditeurs de la clientèle ....	7.436.126	7.974.946
- créances commerciales ....	104.972	108.036	- Comptes d'épargne à régime spécial ....	128.568	181.261
- Autres concours à la clientèle ....	3.996.208	2.774.883	- A vue ....	128.568	181.261
- Comptes ordinaires débiteurs ....	4.655.523	3.892.631	Autres dettes ....	7.307.558	7.793.685
Participations et activités portefeuille ....	159.940	159.940	- A vue ....	1.822.324	2.602.772
Immobilisations incorporelles ....	53.500	44.009	- A terme ....	5.485.234	5.190.913
Immobilisations corporelles ....	54.734	38.741	Dettes représentées par un titre ....	2.459.802	1.896.284
Autres actifs ....	8.541	5.788	- Bons de caisse ....	2.349.686	1.878.025
Comptes de régularisation ....	337.456	401.023	- Titres du marché interb. et titres cr. négociables	110.116	18.259
			Autres passifs ....	20.681	21.412
			Comptes de régularisation ....	139.278	90.813
			Provisions pour risques et charges ....	23.363	15.307
			Provisions réglementées ....		15.855
			Capital ....	506.250	506.250
			Réserves ....	129.375	129.375
			Report à nouveau ....	41.195	48.876
			Résultat de l'exercice ....	7.681	2.098
TOTAL ACTIF ....	11.519.194	11.221.255	TOTAL PASSIF ....	11.519.194	11.221.255
Copie certifiée conforme : Directeur général.			HORS-BILAN	1994	1995
			- Engagements en faveur d'Ets de crédits ....		
			- Engagements en faveur de la clientèle ....	255.150	264.651
			- Engagements d'ordre d'Ets de crédits ....		
			- Engagements d'ordre de la clientèle ....	1.919.746	1.488.278
			- Engagements reçus d'Ets de crédits ....	3.826.659	3.068.000

## BANQUE PARIBAS POLYNESIE

S.A. au capital de XPF 506.250.000

R.C. PAPEETE 2456 B

Siège social : Boulevard Pomare - PAPEETE

Compte de résultats au 31 décembre 1994 et 1995 (en milliers de F CFP)

MODELE DE LISTE	1994	1995
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES .....	1.037.156	1.016.871
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Etablissements de crédit .....	99.855	203.159
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle .....	937.301	813.713
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe .....	-	-
Autres intérêts et produits assimilés .....	-	-
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES .....	505.494	492.873
Intérêts et charges assimilées sur opération avec les Etablissements de crédit .....	38.102	30.421
Intérêts et charges assimilées sur opération avec la clientèle .....	458.655	456.786
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe .....	8.737	5.666
Autres intérêts et charges assimilées .....	0	-
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE .....		
COMMISSIONS (PRODUITS) .....	38.296	38.100
COMMISSIONS (CHARGES) .....	3.469	-
GAINS SUR OPERATIONS FINANCIERES .....	1.139	586
Solde en bénéfice des opérations sur titres de transaction .....	-	-
Solde en bénéfice des opérations sur titres de placement .....	-	-
Solde en bénéfice des opérations de change .....	466	139
Solde en bénéfice des opérations sur instruments financiers .....	673	447
PERTES SUR OPERATIONS FINANCIERES .....		
Solde en perte des opérations sur titres de transactions .....	-	-
Solde en perte des opérations sur titres de placement .....	-	-
Solde en perte des opérations de change .....	-	-
Solde en perte des opérations sur instruments financiers .....	-	-
AUTRES PRODUITS ET CHARGES ORDINAIRES .....		
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION .....	43.832	41.056
Autres produits d'exploitation bancaire .....	25.281	22.992
Produits sur opérations de promotion immobilière .....	-	-
Autres produits .....	25.281	22.992
Autres produits d'exploitation non bancaire .....	18.551	18.064
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION .....	362.153	345.751
Frais de personnel .....	187.232	187.691
Autres frais administratifs .....	174.921	158.060
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES .....	46.094	27.011
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION .....	3.138	17.942
Autres charges d'exploitation bancaire .....	3.138	17.942
Charges sur opérations de promotion immobilière .....	-	-
Autres charges .....	3.138	17.942
Autres charges d'exploitation non bancaire .....	-	-
Solde en perte des corrections de valeurs sur créances et du hors-bilan .....	184.507	210.969
Solde en perte des corrections de valeurs sur immobilisations financières .....	-	7
RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOT .....	15.568	2.060
PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS .....		
PRODUITS EXCEPTIONNELS .....	-	4.038
CHARGES EXCEPTIONNELLES .....	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL AVANT IMPOT .....	-	4.038
IMPOTS SUR LES BENEFICES .....	8.764	4.000
RESULTAT DE L'EXERCICE .....	6.804	2.098

**LOTO NATIONAL N° 21**

Premier tirage du mercredi 22 mai 1996 :

**1 2 13 20 24 38**

Numéro complémentaire : 11

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros.....	5	10.706.181
5 bons numéros et numéro complémentaire....	16	1.669.000
5 bons numéros.....	682	135.727
4 bons numéros.....	45.316	2.163
3 bons numéros.....	890.378	145

Deuxième tirage du mercredi 22 mai 1996 :

**6 17 27 29 45 46**

Numéro complémentaire : 48

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros.....	2	57.544.090
5 bons numéros et numéro complémentaire....	4	5.917.909
5 bons numéros.....	447	189.363
4 bons numéros.....	31.773	2.854
3 bons numéros.....	689.636	181

Premier tirage du samedi 25 mai 1996 :

**6 10 14 15 20 29**

Numéro complémentaire : 23

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	97.010.090
5 bons numéros et numéro complémentaire....	10	1.866.727
5 bons numéros.....	635	102.363
4 bons numéros.....	34.863	2.363
3 bons numéros.....	630.325	254

Deuxième tirage du samedi 25 mai 1996 :

**4 11 21 26 35 38**

Numéro complémentaire : 7

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	884.103.181
5 bons numéros et numéro complémentaire....	27	677.090
5 bons numéros.....	493	125.909
4 bons numéros.....	29.994	2.654
3 bons numéros.....	556.826	272

**EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  
(Liste non exhaustive)****CONVENTION COLLECTIVE  
DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES  
DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Réédition 1989

Prix : 770 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS  
DES DELEGUES DU PERSONNEL**

Prix : 120 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS  
DES MEMBRES DU COMITE D'ENTREPRISE**

Prix : 120 francs

**REGLEMENTATION DES LOYERS  
DES LOCAUX A USAGE D'HABITATION**

Prix : 690 francs

**TEXTES RELATIFS A L'INTEGRATION  
DANS LA FONCTION PUBLIQUE METROPOLITAINE  
(Corps de l'Etat pour l'administration  
de la Polynésie française)**

Prix : 380 francs

**TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE  
Année 1993**

Prix : 1.290 francs

**TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE  
Année 1995**

Prix : 1.930 francs

**STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Prix broché : 2.250 francs

**CODE DES IMPOTS  
(Mise à jour au 1er Janvier 1996)**

Prix broché : 2.450 francs

**STATUT D'AUTONOMIE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Prix : 1.250 francs